



Gouvernement du Québec Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministre du Travail et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale

Québec, le 9 mars 2010

Monsieur Yvon Vallières Président de l'Assemblée nationale Hôtel du Parlement Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

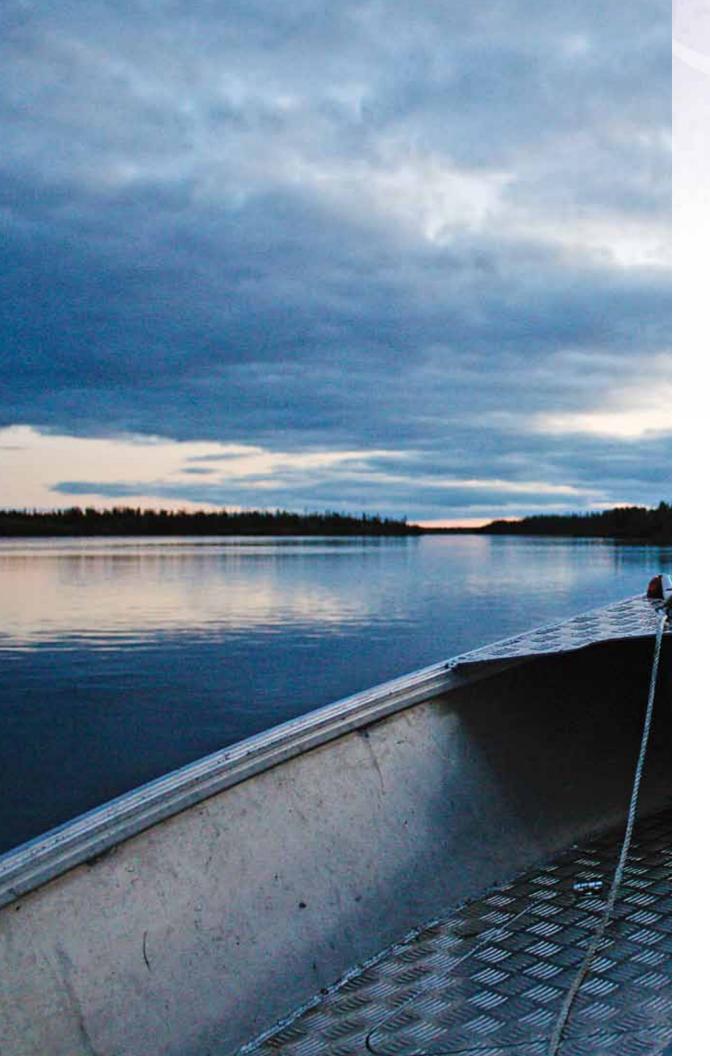
Conformément à la Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (L.R.Q., c. O-2.1), je suis heureux de vous transmettre le rapport d'activité de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 2009.

Ce rapport rend compte des activités de cet organisme durant la période du 1º juillet 2008 au 30 juin 2009.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

SAM HAMAD





Monsieur Sam Hamad Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale 425, rue Saint-Amable, 4° étage Québec (Québec) G1R 4Z1

Mr. Matthew Coon Come Chairman Cree Regional Authority 2 Lakeshore Road Nemaska (Québec) JOY 3B0

Monsieur le Ministre,

Au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, j'ai le plaisir de vous présenter notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 2009. Ce rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 2008-2009 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président (2008-2009)

Gérald Lemoyne

Québec, mars 2010

On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 2009. This report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 2008-2009, and includes the Financial Statements for that same period.

Yours very truly,

Gérald Lemoyne Chairman (2008-2009)

Québec, March 2010

pliothèque nationale du Québec Bibliothèque nationale du Canada Ce document est également disponible en PDF sur www.osrcpc.ca

Table des matières Table of contents i.ba Lraci

- Message des membres
- Message from the Board
- ρ φραν₀υ⊪ ⊳υ۶η·∇α·∢₀
- Message du directeur général
- Message from the Director-general
- PLF_0 $PVLV_0$ $PUVV_0$
- L'Office
- 27. The Board
- **ხ** Ժ**ხ**Ժ∧∽∩™
- Le programme
- The Program
- 4 לי 4 לי 5 לי 5 לי 5 לי 5 לי 5 לי
- Les activités de l'année 2008.2009
- Activities for the Year 2008.2009
- ৳ Δ"∩ἀσ·Δι Ϸ ৳ Λ>"ι 2008.2009
- Tableaux

Tables

⊲۲√Ċ∂₽₽₽"Å₽₽

62. Organigramme

Organization Chart ⋖⋰∆∩⋼₽⊃₹≏∙∇ӷ

67. États financiers 2008.2009

Financial Statements 2008.2009

86. Code d'éthique et de déontologie Code of Ethics and Professional Conduct

 $d\Delta^{\prime}$ d Δ^{\prime} d Δ^{\prime} d Δ^{\prime}

88. Développement durable

Sustainable Development Policy

 $\cdot \dot{\Delta} \sim \cdot \dot{\neg} \cdot \dot{\Delta} \sim \text{ if } d + \text{$

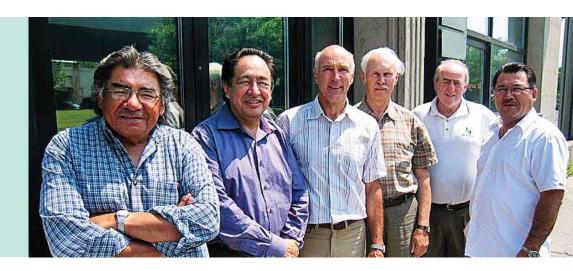


Message des membres

Les membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris sont fiers de présenter le rapport annuel des activités pour l'année 2008-2009.

Vous y trouverez une description de l'Office, du programme, les statistiques les plus pertinentes sur la participation ainsi que les montants versés. Finalement, vous trouverez dans ce document les états financiers de l'exercice qui s'est terminé le 30 juin 2009.

L'année 2008-2009 a été marquée principalement par une tournée de consultations de chacune des neuf communautés cries afin de recueillir les suggestions et les commentaires des utilisateurs sur les façons d'améliorer le programme.



En effet, les membres et le personnel de l'Office désirent moderniser le Programme de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris afin de le rendre plus convivial et mieux adapté aux conditions actuelles. La tournée de consultations a été la démarche la plus importante effectuée à cette fin, mais deux autres activités se sont déroulées durant cette année-programme. En plus de la tournée de consultations, une étude sur la perception et la satisfaction du programme a été menée par un anthropologue indépendant. Finalement, nous avons complété une analyse des tendances de participation afin de cibler l'évolution du Programme de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. Toutes ces études fourniront la base pour la réflexion et le développement des modifications qui seront considérées dans le futur.

Le Programme de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris est en place depuis 1975 et comme tout bon programme, se doit d'être modernisé périodiquement afin de suivre l'évolution de sa clientèle. Les membres et le personnel de l'Office demeurent dévoués à la cause de l'organisme et à la satisfaction des utilisateurs de ce programme important pour les cris sur le territoire de la Baie-James.

Jean-Guy Dugré Guy Girouard Gérald Lemoyne Philip Awashish Willie Iserhoff George Wapachee



Message du directeur général

L'année 2008-2009 marque le début d'un tournant majeur pour l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.

Cette année, les membres de l'Office ainsi que le personnel ont effectué une tournée de consultations dans chacune des communautés cries afin de recueillir des commentaires et suggestions sur les façons d'améliorer le programme. Cependant, un programme d'une telle envergure n'est pas facile à changer et il faudra encore quelques années avant que les suggestions retenues soient mises en place au niveau des opérations. La dernière modification du programme fut mise en place en 2002 lors de la Convention complémentaire numéro 15. Nous sommes donc en route vers une autre modification.



En attendant, quelques démarches administratives ont déjà été modifiées, dont la possibilité de recevoir les paiements, pour les prestataires qui le désirent, sous forme de versements mensuels. Cette nouvelle option permet au programme de mieux accommoder la réalité des engagements économiques d'aujourd'hui.

Du côté des ressources humaines, l'année-programme 2008-2009 a été marquée par le décès d'un employé qui avait plus de 30 ans de service, monsieur Allen Neacappo de Chisasibi. Sur une note plus positive, nous avons accueilli deux nouvelles employées, soit madame Valerie Herodier, comme administratrice locale à Whapmagoostui et madame Isabelle Simard, comme graphiste\webmestre au siège social de Québec. Notre site Web, disponible au www.osrcpc.ca est maintenant bien en place et nous sommes fiers d'offrir des informations sur la toile mondiale. D'ailleurs, vous trouverez sur notre site Web tous les rapports annuels produits depuis la création de l'Office, ainsi que tous les numéros du magazine *The Cree Hunter and Trapper*.

La modernisation est un engagement plus qu'un objectif. Le présent rapport en sera déjà preuve, avec une nouvelle section sur le développement durable, un engagement de l'Office qui fait foi de l'importance de bien gérer les ressources, qu'elles soient financières, humaines, ou naturelles.

Serge Larivière, Ph.D., MBA Directeur général





L'OFFICE



L'Office

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris a été mis en place lors de la signature de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois en novembre 1975. À la suite de la signature de cette convention, les dispositions régissant la constitution, les responsabilités et les pouvoirs de l'Office ont été décrits au chapitre 30 de ladite convention tel que modifié par la Convention complémentaire no 15 et inscrits dans la Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (L.R.Q., chapitre O-2.1).

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris est un organisme autonome bipartite composé de six membres dont trois sont nommés par le gouvernement du Québec et trois par l'Administration régionale crie. La durée du mandat des membres est laissée à la discrétion des autorités responsables de la nomination qui doivent désigner, chaque année et alternativement, le président et le vice-président. L'Office fait rapport annuellement de ses activités au gouvernement du Québec et à l'Administration régionale crie.

L'Office compte présentement dix-huit (18) employés à son service, incluant les employés à temps plein, à temps partiel et les occasionnels. Parmi ceux-ci, onze (11) employés desservent les communautés cries et sept employés participent à la gestion du programme au siège social à Québec. Le personnel ne fait pas partie de la fonction publique du Québec et l'Office détermine les effectifs, normes et barèmes de rémunération de même que les autres conditions de travail de ses employés. Le poste de direction, qui constitue le premier niveau suivant celui des membres, est le poste de directeur général auquel se rattache une rémunération équivalant à celle du personnel d'encadrement de classe 4 dans la fonction publique.

Les membres de l'Office se réunissent périodiquement pour évaluer et suivre les activités du programme. En 2008-2009, les membres ont tenu quatre rencontres régulières.

Réunions des membres 2008-2009

Mistissini

Description

2-3-4 septembre 2008

Montréal

Description

1-4 décembre 2008

Lebel-sur-Quévillon

11 mars 2009

Montréal

Description

9 juin 2009

Les sommes requises pour le paiement des prestations aux chasseurs et piégeurs cris inscrits au programme ainsi que pour le fonctionnement administratif de l'Office sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale. L'année financière de l'Office débute le ler juillet et les états financiers pour l'année 2008-2009 montrent que les dépenses de l'exercice terminé le 30 juin 2009 se sont élevées à 21211984\$. De ce montant, près de 90% représentent les prestations et la balance, soit 2043493\$, couvre les dépenses de fonctionnement du siège social et des neuf bureaux locaux situés dans les communautés cries.





PROGRAMME



Le programme

Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris a comme principaux objectifs de favoriser le maintien et la survie d'un mode de vie traditionnel en assurant une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris et en prévoyant des mesures d'incitation. Il tire son origine de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) signée le 11 novembre 1975 et a été officiellement mis sur pied en novembre 1976.

Le programme s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent les activités d'exploitation de la faune comme mode de vie. Par activités d'exploitation, on entend la chasse, la pêche et le piégeage ainsi que les activités qui leur sont accessoires comme la fabrication ou la réparation de matériel, la préparation et l'aménagement du terrain, le traitement, le transport et la commercialisation des produits d'exploitation, la fabrication d'objets artisanaux, la gestion de la faune, les déplacements, etc.

Les objectifs du programme sont demeurés les mêmes depuis sa création et depuis le tout début, l'Office a cherché à assurer la réalisation et le maintien de ces objectifs malgré les nombreux changements survenus à l'environnement social, économique et faunique des chasseurs et piégeurs cris. Une première révision du programme en 1988 a mené à la Convention complémentaire no 8 et a introduit, entre autres, les comités locaux des chasseurs et piégeurs cris et le versement de prestations de maternité. Une deuxième révision, plus exhaustive, a mené à la signature de la Convention complémentaire no 15 en 2002, qui instaure d'importants changements au programme lesquels sont entrés en vigueur au début de l'annéeprogramme 2002-2003. Le concept original demeure cependant inchangé, à savoir un programme qui accorde un revenu annuel à des familles de piégeurs.

Les principales dispositions qui régissent l'admissibilité au programme et le calcul des prestations sont brièvement présentées ici. Le programme prévoit un revenu familial annuel mais l'admissibilité de l'unité de prestataires ou famille dépend essentiellement des activités de son chef, c'est-à-dire la personne qui, compte tenu des coutumes cries, est considérée comme subvenant aux besoins de sa famille ou qui est une personne seule âgée de 18 ans et plus. Le calcul des prestations prend toutefois en considération l'ensemble des activités des membres de l'unité de prestataires.

ADMISSIBILITÉ

Pour qu'une unité de prestataires soit admissible au programme, le nom du chef doit être inscrit sur la liste du comité local du programme. Cette liste identifie les personnes qui, selon la coutume de leur communauté, se consacrent aux activités d'exploitation et aux activités accessoires comme mode de vie tel que dicté par les traditions d'exploitation et les règles de la communauté. Chaque communauté crie met sur pied un comité local qui doit produire, dans les délais prescrits, la liste des chasseurs et piégeurs cris.

Le programme exige de la part du chef qu'il consacre un minimum de 120 jours par année à pratiquer des activités traditionnelles en forêt et qu'il y passe plus de temps que dans le cadre d'un emploi rémunéré. Cette exigence doit être rencontrée durant l'année précédant la demande d'inscription, ce qui correspond à une année de qualification durant laquelle aucune somme n'est versée par le programme.

Le programme prévoit deux exceptions à cette exigence. Un individu de 25 ans ou moins qui, l'année précédente complétait avec succès un secondaire V, peut s'inscrire au programme immédiatement à la fin de ses études. La seconde exception concerne les unités de prestataires à qui le programme a accordé une absence temporaire pour des fins d'éducation ou d'emploi. À la fin de l'absence temporaire, l'unité peut ainsi se réinscrire au programme sans année de qualification.

Dans le premier cas, ces changements ont été instaurés pour encourager les jeunes à compléter leur formation secondaire et dans le second cas, pour aider les piégeurs qui le désirent à obtenir une formation supplémentaire ou acquérir une expérience de travail différente.

dans les cas de circonstances inhabituelles.

Le programme prévoit différents statuts de prestataires et pour chacun d'eux des dispositions particulières:

Dans le cas de nouvelles demandes sans année de qualification, un maximum de 120 jours est payable lors de la première année d'inscription au programme.

100% de la valeur des jours de congé de maladie accumulés par le chef et le conjoint de l'unité de prestataires; ou

Cependant, certaines exceptions sont prévues Conserver, pour une période maximale de cinq ans, son admissibilité au programme; les exigences d'admissibilité sont alors réduites mais une limite annuelle de 119 jours payable par adulte est appliquée.

> Pour profiter de la deuxième option, le chef de l'unité de prestataires doit préalablement prouver qu'il est en mesure de pratiquer des activités de chasse et de pêche ou des activités accessoires pendant au moins 20 jours dans l'année, dont 10 jours à l'extérieur de la communauté.

Le programme prévoit des maximums de jours rémunérés par adulte par année, soit 240, 120 ou 119 selon le statut de l'unité de prestataires. Une limite annuelle globale de 350 000 jours pour l'ensemble des prestataires est également imposée.

Une allocation supplémentaire de 30% de l'allocation quotidienne est accordée pour chaque journée passée par les adultes d'une unité dans une région qualifiée d'« Éloignée ».

En général, il s'agit de terrains de piégeage situés au-delà d'un rayon de 50km de la communauté ou, si accessible par la route, au-delà d'une distance de 200 km.

À moins d'être spécifiquement exclus, tous les montants reçus par les membres de l'unité à titre de revenus ou salaires, y compris les allocations quotidiennes versées en vertu du programme, sont considérés comme des revenus.

Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie principal des prestataires, ceuxci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière, ce qui leur permet d'accroître leur revenu. Il est cependant proscrit de cumuler des prestations versées en vertu du programme avec des sommes reçues d'un autre programme fédéral ou provincial de sécurité du revenu. Le programme s'adresse donc spécifiquement à des personnes qui désirent poursuivre un mode de vie traditionnel et tente d'assurer à leur famille un revenu suffisant tout en leur garantissant une mesure de sécurité économique compatible avec les conditions existantes de temps à autre. Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre versements effectués vers les ler septembre, ler janvier, ler avril et 30 juin. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs et les paiements sont donc versés aux périodes où la majorité d'entre eux est dans leur communauté respective.

FONDS D'ASSURANCE COMPENSATION EN CAS DE MALADIE OU DE DÉSASTRE

Un Fonds d'assurance financé à parts égales par les prestataires du programme et le gouvernement du Québec a été établi pour compenser financièrement les prestataires pour la perte de revenus encourue à la suite d'une incapacité à pratiquer des activités d'exploitation ou des activités accessoires en raison de maladie ou de désastre.

Chaque adulte d'une unité accumule, dans une banque individuelle, des jours de congés de maladie, attribués selon le nombre de jours payables pour chaque année-programme.

En plus de la banque individuelle, un prestataire peut avoir recours à une banque communautaire établie à un maximum annuel de 2000 jours pour l'ensemble des prestataires.

La banque communautaire réserve aussi 500 jours pour compenser des prestataires qui auraient encouru une perte de revenus à la suite d'un désastre comme une inondation ou un feu de forêt qui les empêcherait de pratiquer les activités d'exploitation selon leurs habitudes.







Pour les unités en absence temporaire, les banques de congés de maladie sont maintenues durant leur absence, qui autrement seraient remises à zéro après un certain nombre d'années.

Le statut «semi-actif» pour sa part s'adresse aux prestataires aînés qui, pour différentes raisons, souhaitent réduire graduellement leurs activités d'exploitation et activités accessoires tout en demeurant inscrits au programme. Pour se prévaloir de ce statut, le chef de l'unité de prestataires doit cumuler une expérience de participation d'au moins 15 années au programme incluant les cinq dernières. De plus, le nombre total d'années d'inscription au programme additionné à son âge doit totaliser au moins 80.

De plus, lorsqu'une unité de prestataires se voit attribuer le statut semi-actif, deux options sont offertes:

CALCUL DES PRESTATIONS

La méthode de calcul de prestations est avant tout fonction du temps consacré aux activités d'exploitation. En effet, la majeure partie des argents versés tient compte du nombre de jours passés en forêt par les adultes membres de l'unité et par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

Pour établir les prestations annuelles de chaque unité, l'Office s'appuie sur les paramètres suivants: la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage, les gains annuels de l'unité et la taille de la famille. Le calcul des prestations se fait en deux étapes. Premièrement, un montant est alloué pour chaque journée passée dans le bois par le chef et le conjoint de l'unité dans l'exercice des activités d'exploitation et des activités accessoires.

Cette allocation peut être accordée pour un maximum de 180 jours par adulte et couvre les jours passés dans le bois entre le ler novembre et le 30 avril. Le nombre de jours pour lesquels l'allocation en région d'exploitation éloignée est attribuée est limité à 100000 pour l'ensemble des prestataires et est inclus dans la limite globale de 350 000 jours.

Par ailleurs, un montant supplémentaire, le montant de base garanti, calculé en fonction de la taille et des revenus de l'unité peut s'ajouter aux allocations quotidiennes dans certains cas. Ce montant additionnel permet d'augmenter les prestations des familles qui sont plus nombreuses ou pour qui les prestations du programme représentent la seule source de revenus. Les taux utilisés se trouvent au Tableau 6 desquels doivent être déduits à 40% les revenus nets de l'unité et à 100% les prestations de la sécurité de la vieillesse du gouvernement du Canada.





LES ACTIVITÉS DE L'ANNEE 2008.2009



Les activités de l'année

PARTICIPATION AU PROGRAMME

Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris s'adresse exclusivement aux Cris de la Baie-James, bénéficiaires de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, résidant au Québec et membres de l'une des neuf communautés cries, soit Chisasibi, Eastmain, Mistissini, Nemaska, Oujé-Bougoumou, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, et Whapmaqoostui.

En juin 2009, 16251 personnes étaient inscrites comme membres de l'une de ces communautés et bénéficiaires des avantages prévus à la Convention de la Baie James et du Nord Québécois. De ce nombre, 15855 étaient résidants du Territoire de la Baie-James, c'est-à-dire les villages cris et les villes comme Amos, Chapais, Chibougamau, Matagami, Senneterre et Val-d'Or. Un certain nombre de familles inscrites au programme, particulièrement dans le cas des membres de la communauté de Waswanipi, demeurent à l'extérieur des villages cris.

Durant l'année 2008-2009, un total de 1203 unités de prestataires ont bénéficié du programme (Tableau 1). La composition de ces familles était de 1711 adultes (72%) et de 680 enfants (28%), pour un total de 2391 individus. Le plus grand nombre d'unités de prestataires se situe à Chisasibi (468 unités), suivi par Waswanipi (151 unités) et Mistissini (144 unités) tandis que les communautés qui comptent le plus petit nombre d'unités sont Nemaska (28 unités) et Eastmain (38 unités). Les trois communautés avec le plus grand nombre d'unités de prestataires, Chisasibi, Waswanipi et Mistissini, regroupent ensemble 63% des unités de prestataires inscrites au programme (Tableau 1).

La participation au programme varie selon l'âge du chef de l'unité. En 2008-2009, 46% des chefs d'unités de prestataires étaient âgés de 57 ans et plus, tandis que 31% étaient âgés de 36 ans et moins (Tableau 2). Cette tendance bimodale se répète annuellement, ce qui suggère que le programme attire principalement les gens qui dépendent du mode de vie traditionnel de façon constante depuis plusieurs années, ainsi qu'un groupe de jeunes adultes qui vivent de façon traditionnelle durant la période transitoire entre la fin des études et leur entrée au travail.

La répartition des groupes d'âges des prestataires du Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris explique aussi la distribution du nombre d'enfants par unité de prestataires. La majorité (78%) des 1 203 unités de prestataires n'incluent pas d'enfants, tandis que 7% ont 1 enfant, 6% ont deux enfants, 4% trois enfants et 5% des unités ont 4 enfants ou plus.

La participation globale au programme, déterminée par le pourcentage des résidents inscrits, a été de 15,1% en 2008-2009 (Tableau 3), comparativement à 15,8% en 2007-2008 et à 16,1% en 2006-2007. En 2008-2009, la participation de la population crie au programme atteint son plus haut niveau dans les communautés de Whapmagoostui (34,5% des résidents étant inscrits au programme), Chisasibi (23,3%) et Oujé-Bougoumou (20,1%), tandis que les plus faibles taux de participation sont enregistrés pour les communautés de Nemaska (6,1%), Mistissini (7,8%).

En terme de nombre d'unités inscrites au programme, l'année 2008-2009 démontre une baisse d'inscriptions avec 1 203 unités de prestataires comparativement à 1 225 unités de prestataires en 2007-2008 et 1 210 unités en 2006-2007 (Figure 1).

Ce nombre s'inscrit malgré tout en haut de la moyenne des quatre années précédentes (moyenne de 1 177 unités) mais aussi en haut de la moyenne des 30 premières années du programme (moyenne de 1 149 unités).

Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris verse une allocation journalière pour les jours passés en forêt consacrés aux activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage ou aux activités accessoires qui sont reliées au mode de vie traditionnel. Le programme prévoit un maximum de jours payables par adulte et une limite globale pour tous les prestataires de 350 000 jours-personnes par année-programme. En règle générale, la limite annuelle s'élève à 240 jours payables par adulte mais la limite n'excède pas 119 jours si le statut du prestataire est semiactif et 120 jours pour une nouvelle demande sans année de qualification.

ou 119 selon le statut de l'unité, ne sont pas pris en considération dans le calcul des prestations.

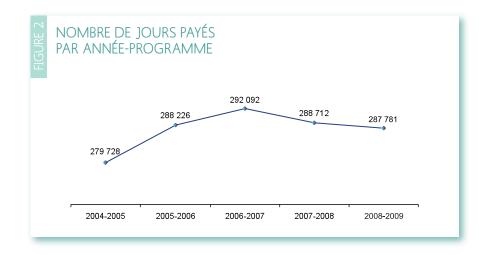
Les jours identifiés comme en «région éloignée» sont inclus dans le nombre de jours dans le bois mais identifient les jours durant lesquels les chasseurs et piégeurs cris se sont déplacés vers les territoires considérés comme étant plus difficiles d'accès et pour lesquels une allocation supplémentaire est versée. Ces territoires correspondent généralement à des terrains de piégeage situés à plus de 200 km de la communauté s'il y a accès par la route ou dans les autres cas situés à l'extérieur d'un rayon de 50 km.







Le nombre de jours payés a atteint 287 781 en 2008-2009, soit une légère diminution comparativement à 288 712 jours en 2007-2008 (Figure 2). Ce nombre de jours payés se situe légèrement en haut de la moyenne des quatre années précédentes (moyenne de 287 190 jours payés).



En 2008-2009, les activités en forêt ont représenté 286 232 jours, soit 99,4 % des journées payables. Les autres jours rémunérés sont les congés de maternité (0,4%) ainsi que les jours compensés en cas de maladie (0,2%). Il n'y a eu aucune journée de désastre payée en 2008-2009.

Les activités d'exploitation de la faune et les activités accessoires ne sont rémunérées que si le chasseur ne reçoit pas une autre indemnité pour la même période. En effet, lorsqu'un chasseur reçoit un salaire ou un montant pour une journée (ex. CSST, assurance-emploi, etc.), l'allocation quotidienne n'est pas versée. Dans le cas où ces montants seraient versés au chef de l'unité de prestataires, cette règle a également pour conséquence d'éliminer le paiement de jours dans le bois pour le conjoint. De plus, les jours consacrés aux activités d'exploitation de la faune en excédant du maximum annuel de jours applicable par adulte, soit 240, 120

L'année 2008-2009 indique une légère diminution de jours en région éloignée, passant de 50245 jours en 2007-2008 à 48521 jours en 2008-2009 (Tableau 4).

Les statistiques individuelles révèlent que le nombre moyen de jours payables par unité de prestataires a été de 239 jours en 2008-2009, comparativement à 236 jours en 2007-2008 (Tableau 5). La plus grande moyenne du nombre de jours payables par unité s'observe dans la communauté de Waswanipi (286 jours), suivi de Mistissini (284 jours), et de Whapmagoostui (247 jours), tandis que la communauté de Waskaganish démontre le plus faible nombre de jours par unité, soit 205 jours en moyenne (Tableau 5).

Depuis 2002-2003, le programme a introduit trois nouveaux statuts de participation: semi-actif, absence temporaire et nouvelle demande sans année de qualification.

PRESTATIONS ACCORDÉES

Les prestations du programme sont indexées annuellement en fonction du coût de la vie au Québec et le taux est établi selon l'indice d'accroissement en vigueur pour le Régime des rentes du Québec. Les paramètres de calcul employés pour l'année 2008-2009 représentent une majoration de 2,3 % par rapport à 2007-2008 (Tableau 6). Le montant total des prestations versées aux chasseurs et piégeurs cris s'élèvent à 19146444\$. De ce montant, 94 % représente les argents versés aux chasseurs et piégeurs cris pour les jours passés en forêt à pratiquer des activités d'exploitation de la faune, incluant l'allocation supplémentaire pour les jours en région éloignée. Cette disposition mise en place en 2002-2003 a d'ailleurs permis le versement d'un montant additionnel de 866101\$ (5 % du total) aux prestataires du programme (Tableau 7).

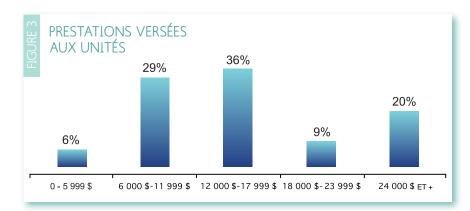






Le montant moyen des prestations versées par unité pour toutes les communautés en 2008-2009 se situe à 15916\$, soit une légère augmentation comparativement à 15410\$ en 2007-2008. On observe aussi que les prestations moyennes par unité varient entre 13307\$ pour la communauté de Nemaska jusqu'à 19124\$, la moyenne la plus élevée, pour les unités de prestataires de la communauté de Waswanipi (Tableau 7).

La majorité (65%) des unités de prestataires reçoit des prestations se situant entre 6000\$ et 17999\$ (Figure 3).



La pratique des activités de chasse, pêche et piégeage entraîne des dépenses d'équipement et de transport élevées. En plus de ces coûts, les chasseurs doivent également continuer à assumer les dépenses reliées au maintien d'une résidence dans leur communauté respective. Plusieurs chasseurs cumulent donc des revenus d'activités traditionnelles, comme ceux obtenus par le Programme, avec des emplois saisonniers afin de s'assurer un revenu annuel suffisant. En 2008-2009, les prestations du programme (19146444\$) ont totalisé 70% de l'ensemble des revenus des chasseurs inscrits au programme et la balance, soit 8289631\$, provenait des revenus reliés principalement à l'emploi.

FONDS D'ASSURANCE

Depuis l'instauration en 2002-2003 des dispositions concernant la création d'un Fonds d'assurance, la perte de revenus encourue à la suite d'une incapacité à pratiquer les activités

d'exploitation ou des activités accessoires en raison de maladie ou de désastre peut être en partie compensée. En 2008-2009, le Fonds d'assurance a compensé 471 jours de maladie, mais aucun jour de désastre.

CONCLUSION

Si les statistiques tendent à démontrer que la participation au programme demeure stable au fil des années, une analyse un peu plus approfondie révèle une autre histoire. En effet, en tenant compte de l'augmentation continue de la population crie, la stabilité du nombre d'unités de prestataires inscrites au programme démontre plutôt une diminution graduelle du pourcentage de la population crie touchée par le programme. Afin que le mode de vie traditionnel continue de représenter une option viable et attirante pour les Cris de tous les âges, il est essentiel de moderniser le programme pour répondre aux nouveaux besoins des trappeurs et cette tendance justifie d'autant plus le processus de révision du programme enclenché cette année.

Message from the Board

The members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board are pleased to present the annual report of activities for the year 2008-2009.

In this document, you will find a description of the Board, of the Program, as well as statistics regarding participation and amounts paid. This report ends with the financial statements for the fiscal year that ended on June 30, 2009.

Program-year 2008-2009 was highlighted by a consultation tour of the 9 Cree communities in order to gather comments and suggestions to improve the Program.

Message from the Director-general

Program-year 2008-2009 marks the onset of a new wave of changes for the Cree Hunters and Trappers Income Security Board.

This year, the members of the Board and the staff performed a series of consultations in each of the Cree communities in order to gather comments and suggestions on ways to improve the Program. However, a program of this magnitude is not easily modified and it will take several years before changes can be implemented into daily operations. In the meantime, several administrative changes have been implemented, including monthly payments for beneficiaries who wish to receive their benefits on a more regular schedule.



The members and staff of the Board wish to modernize the Cree Hunters and Trappers Income Security Program so it is better adapted to current conditions. The consultation tour was the most important initiative taken for this purpose, but two other activities were also conducted during this program-year. First, a study on the perception and satisfaction of the Program was carried out by an independent anthropologist. Second, we have completed an analysis to establish the evolution of participation to the Program during the last 30 years. All these studies will provide a foundation for the reflection and development of changes and modifications that will be considered in the future.

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program was created in 1975, and every good program must be updated and modernized periodically. The members and staff of the Board are devoted to the cause and the satisfaction of the users of this important Program for the Cree of Eeyou Istchee.

Jean-Guy Dugré Guy Girouard Gérald Lemoyne

Philip Awashish Willie Iserhoff George Wapachee This new option enables the Program to better meet the reality of modern financial obligations. As far as human resources are concerned, the Board lost, during Program-year 2008-2009, one of its local administrators, the late Allen Neacappo from Chisasibi, an employee with over 30 years of service. On a more positive note, the Board welcomed two new employees, Ms. Valerie Herodier as Local Administrator in Whapmagoostui and Ms. Isabelle Simard as Graphic Designer/Webmaster in Québec. Our website available at www.osrcpc.ca is now in place and we are proud to offer information about our Program on the World Wide Web. Among other things, you will find on our website all the Annual Reports produced since the beginning of the Board as well as all issues of the magazine The Cree Hunter and Trapper.

Modernizing our operations is an engagement more than an objective. This Annual Report should be proof of this, with a new section on sustainable development, a commitment from the Board on the importance of properly managing all our resources, be they natural, human or financial

Serge Larivière, Ph.D., MBA Directeur général



THE BOARD



The Board

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board was established after the signing of the James Bay and Northern Québec Agreement in November 1975. Following the signing of the Agreement, provisions governing the constitution, responsibilities and powers of the Board are found in Section 30 of the said convention as amended by Complementary Agreement No. 15 and the Act respecting the Cree Hunters and Trappers Income Security Board (R.S.Q., c. O-2.1).

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program is administered by the Board, a bipartisan organization composed of six members. The gouvernement du Québec and the Cree Regional Authority each appoint three members and are free to establish the length of the appointees' term of office for each appointee. The aforementioned parties take turns appointing the chairman and vice-chairman of the Board. The Board reports annually on its activities to the gouvernement du Québec and to the Cree Regional Authority.

The Board has eighteen (18) employees, including full-time, part-time and occasional staff of whom eleven (11) are stationed in the various Cree communities and seven of whom work at the Québec City head office. The staff does not belong to Québec's public service, and the Board sets staff requirements, remuneration standards and scales as well as the other conditions of employment for its personnel. The management position, the first level after that of the members, is the position of Director-general, with a salary equivalent to that of a senior manager in the civil service.

The members of the Board meet periodically to evaluate and follow up on activities of the Program. In 2008-2009, the members held four regular meetings.

Meeting of the members 2008-2009

```
Mistissini

Montréal

December 3-4, 2008

Lebel-sur-Quévillon

March 11, 2009

Montréal

June 9, 2009
```

The sums required to pay benefits to Cree hunters and trappers and to cover the Board's administrative operations come from the amounts voted annually by the National Assembly for this purpose. The fiscal year begins on July 1 and the audited financial statements for 2008-2009 indicate that expenses for the year which ended on June 30, 2009, totalled \$21,211,984. Of that amount, close to 90% represents benefits paid to Cree hunters and trappers, while the remaining \$2,043,493 covers the operating expenses of the head office and the nine local offices located in the Cree villages.





PROGRAM



The Program

The main objectives of the Cree Hunters and Trappers Income Security Program are to encourage and preserve the traditional way of life of the Crees by providing Cree hunters and trappers with an income guarantee, benefits and other incentives. The Program originated with the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA) signed on November 11, 1975 and was officially set up in 1976.

The Program is intended for the Crees who reside in Québec and practice wildlife harvesting activities as a way of life. Harvesting activities refer to hunting, fishing and trapping and related activities such as equipment manufacture or repair, trapline preparation and upkeep, processing, transportation and sale of the proceeds of these activities, production of handicrafts, wildlife management, travel, etc.

Program goals have remained unchanged since its inception and, from the outset, the Board has sought to achieve and maintain these objectives despite the many changes that have occurred in the social, economic and wildlife environment of Cree hunters and trappers. An initial review of the Program in 1988 resulted in Complementary Agreement No. 8, introducing, among other things, local committees of Cree hunters and trappers, and the payment of maternity benefits. A second review, much more extensive, led, in 2002, to the signing of Complementary Agreement No. 15, which made considerable changes to the Program that came into force at the start of the 2002-2003 Program-year. However, the original concept, i.e. a program that pays an "annual" income to "families" of trappers, remains the same.

The main provisions governing Program eligibility and benefit calculation are briefly summarized here. The Program provides for an annual family income, but the eligibility of a beneficiary unit or family basically depends on the activities of its head, i.e. the Cree beneficiary who, in keeping with Cree customs, is considered to be the family provider or who is a person at least 18 years of age living alone. However, benefits are calculated by taking the activities of each member of the beneficiary unit into consideration.

FI IGIBII ITY

For a beneficiary unit to be eligible for the Program, the name of the head must appear on the list of the Local Committee. This list identifies the persons who, according to community custom, practice harvesting and related activities as a way of life in accordance with harvesting traditions and the rules of the community. All Cree communities set up a Local Committee and prepared the list of hunters and trappers within the prescribed time frame

Under the Program, the head of a beneficiary unit must devote at least 120 days a year to traditional activities in the bush, more time than they spend working at a job and receiving a salary. This requirement must be met the year preceding the application for enrolment, which corresponds to a qualifying year during which no benefits are paid by the Program.

The Program currently provides for two exceptions to this requirement. A person who is 25 years of age or younger and who, the previous year, successfully completed at least Secondary V is now eligible for the Program immediately after completing his studies. The second exception concerns beneficiary units that choose to temporarily leave the Program for studies or temporary employment. At the end of this temporary absence, the unit may re-enrol in the Program without having to complete a qualifying year.

In the first case, these changes were implemented to allow young people to complete their secondary studies and, in the second, to help trappers wishing to pursue their studies or obtain a different work experience.

The Program has different categories of beneficiaries, defining specific provisions for each:

- For new applicants without a qualifying year, a maximum of 120 days is payable the first year they are enrolled in the Program.
- For units who choose to leave the Program temporarily, the bank of sick days accumulated prior to the Temporary Leave is maintained.

gibility to the Program. The eligibility requirements are reduced but an annual maximum of 119 days payable per adult is applied.

To take advantage of the second option, the head of the beneficiary unit must first prove that he is able to practice hunting or fishing activities or related activities at least 20 days in the year, 10 of which are spent outside the

BENEFIT CALCULATION

Benefits are primarily calculated on the basis of the time devoted to harvesting activities. Indeed, most of the money paid depends on

Generally, this refers to traplines located outside a 50-km radius of the community or, if accessible by road, beyond a distance of 200 km. This allowance may be granted for a maximum of 180 days for the days spent in the bush between November 1 and April 30. The number of days for which the allowance for far region is paid is limited to 100,000 and is included in the overall limit of 350,000 days.

An additional amount, known as the guaranteed basic amount, determined on the basis of the size and income of the unit may be added to the daily allowance in some cases. This additional amount is used to increase the benefits of bigger families or in cases where Program benefits represent the only source of income.

Benefits are calculated on an annual basis and are paid in four installments on or around September 1, January 1, April 1 and June 30. This payment schedule corresponds, as far as possible, to that of the hunters and trappers, reflecting the periods when most of them are in their respective communities.

INSURANCE FUND COMPENSATION IN CASE OF ILLNESS OR DISASTER

Program beneficiaries and the Gouvernement du Québec contribute equally to an Insurance Fund set up to financially compensate beneficiaries for the loss of income resulting from an inability to practice









"Semi-active" status is intended for elder beneficiaries who, for various reasons, want to gradually cut back on their harvesting and related activities while remaining enrolled in the Program. To avail themselves of this status, heads of beneficiary units must have a participation experience of at least 15 years in the Program including the last 5 years. In addition, the aggregate of the total number of years in the Program and their age must be at least 80.

Furthermore, when a beneficiary unit is attributed semi-active status, it can choose from two options:

Receive a lump-sum amount representing 100% of the value of the sick days accumulated by the head and the consort of the beneficiary unit; or

the number of days that adult members of the unit spend in the bush. As a result, families of the same size may have different incomes.

To establish each unit's annual benefits, the Board takes the following factors into account: the amount of time spent hunting, fishing and trapping, the annual income of the unit and the size of the family. Benefits are calculated in two stages. First, an amount is determined for each day spent in the bush by the head and the consort of the beneficiary unit. The Program provides for a maximum of 240, 120 or 119 days payable per adult depending on the beneficiary unit's status. An annual overall maximum of 350,000 days for all beneficiaries also applies.

An additional allowance of 30% of the daily allowance is paid for each day that the adults of a unit spend in an area that is considered "far".

The rates used are given in Table 6, which amounts must be reduced by 40% of the unit's net income and 100% of old age security benefits of the Government of Canada. Unless specifically exempted, all amounts received by the members of the unit as income or wages, including daily allowances paid under the Program, are considered income. Although the basic rule requires that harvesting activities constitute the main way of life of beneficiaries, they can still take part in certain economic activities in the region by working on a seasonal basis to supplement their income. However, Program benefits may not be received in addition to benefits under another federal or provincial income security program. The Program is intended specifically for people who wish to pursue a traditional way of life by providing them with sufficient income to support their families and to guarantee them a measure of economic security that is compatible with conditions prevailing from time to time.

harvesting or related activities due to illness or disaster. Each adult of a unit accumulates, in an individual bank, sick days attributed according to the number of days payable for each Program-year.

In addition to the individual bank, a beneficiary may resort to a communal bank established at an annual maximum of 2,000 days for all beneficiaries

The communal bank also sets aside 500 days to compensate beneficiaries for a loss of income resulting from a disaster such as flooding or a forest fire that prevents them from practicing their harvesting activities according to their habits.





FOR THE YEAR 2008.2009



Activities for the Year

PROGRAM PARTICIPATION

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program is intended exclusively for the James Bay Crees who are beneficiaries of the James Bay and Northern Québec Agreement, reside in Québec and are members of one of the nine Cree communities of Chisasibi, Eastmain, Mistissini, Nemaska, Oujé-Bougoumou, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji and Whapmagoostui.

In June 2009, 16,251 persons were enrolled as members of one of these communities and were entitled to the benefits outlined in the James Bay and Northern Québec Agreement. Of that number, 15,855 were residents of the James Bay Territory, which includes not only the Cree villages but also such towns as Amos, Chapais, Chibougamau, Senneterre and Val-d'Or. A certain number of families enrolled in the Program, particularly members of the Waswanipi community, live outside the Cree villages.

During the Program-year 2008-2009, 1,203 beneficiary units were enrolled on the Program (Table 1). The composition of these families reached 1,711 adults (72%) and 680 children (28%), for a total of 2,391 persons. The greatest number of beneficiary units occurred in Chisasibi (468 units), followed by Waswanipi (151 unites) and Mistissini (144 units each) whereas the smallest number of beneficiary units are found in Nemaska (28 units) and in Eastmain (38 units). Together, the three communities with the greatest number of beneficiary units, Chisasibi, Waswanipi and Mistissini make up 63% of beneficiary units enrolled on the Program (Table 1).

Participation to the Program varies according to the age of the head of the unit. In 2008-2009, 46% of the heads of beneficiary units were 57 years old or over, whereas 31% were aged 36 years or less (Table 2). This bimodal trend repeats itself annually, and suggests that the Program attracts mainly two major groups of participants: those who have consistently relied on the traditional lifestyle for numerous years, and a second group of young adults that experience the traditional lifestyle for a transitory period between their school education and their entry into the work force.

The distribution of age groups within the Cree Hunters and Trappers Income Security Program also explains the number of children per beneficiary unit. The majority (78%) of 1,203 beneficiary units do not include children, whereas 7% include 1 child, 6% include two children, 4% include three children and 5% of the units include 4 children or more.

Global participation to the Program, determined by the percentage of residents enrolled, was 15.1% in 2008-2009 (Table 3), compared to 15.8% in 2007-2008 and 16.1% in 2006-2007. Participation in 2008-2009 was greatest in the community of Whapmagoostui (34.5% of residents enrolled on the Program), in Chisasibi (23.3%) and in Oujé-Bougoumou (20.1%), whereas the lowest participation rates were observed in Nemaska (6.1%) and Mistissini (7.8%).

In terms of number of beneficiary units, Program-year 2008-2009 revealed a decrease with 1,203 beneficiary units compared to 1,225 in 2007-2008 and 1210 units in 2006-2007 (Figure 1).

This number remains over the average of the four previous years (average of 1,177 units) and also over the average of the first thirty years of the Program (average of 1,149 units).

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program grants a daily allowance for days spent in the bush while pursuing traditional activities of hunting, fishing or trapping or related activities.

The Program allows a maximum number of days payable for each adult and a global limit of 350,000 person-days for each Program-year for all beneficiaries. For each adult, the maximum number of days payable is 240 days per adult but this limit may not exceed 119 days if the beneficiary is enrolled under the semi-active status or may not exceed a 120 days for a new demand without a qualifying year.

Moreover, the days spent on wildlife harvesting activities above and beyond the annual maximum applicable per adult, i.e. 240, 120 or 119 depending on the status of the unit, are not taken into consideration in the benefit calculation.

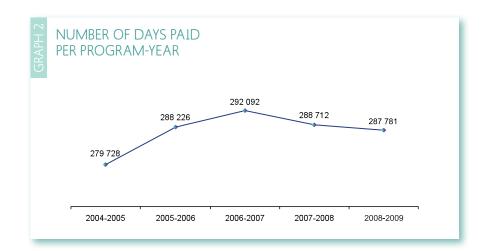
The days identified as spent in "far regions" are included in the number of days in the bush but identify the days Cree hunters and trappers travelled to the territories deemed most difficult to access and for which an additional allowance is paid. These territories generally correspond to traplines located more than 200 km from the community where there is highway access or, in other cases, located outside a 50-km radius from the community.







The number of days paid has reached 287,781 days in 2008-2009, a slight decrease compared to 288,712 day in 2007-2008 (Figure 2). The number of days paid is slightly over the average of the four previous years (average of 287,190 days paid).



In 2008-2009, 286,232 days were spent conducting harvesting and related activities in the bush, and this represents 99.4% of all days payable. Other paid days are mainly for maternity leave (0.4%) as well as days for sick leave (0.2%). No days were compensated for disaster in 2008-2009.

Wildlife harvesting and related activities are paid only when they occur in the bush and only if the hunter receives no other compensation for the same period. When a hunter receives wages or an amount for a given day (e.g. workers' compensation, employment insurance, etc.), the daily allowance is not paid. Should these amounts be paid to the head of the beneficiary unit, this rule also eliminates payment of days in the bush for the consort.

Program-year 2008-2009 shows a slight decrease in days spent in far regions, from 50,245 days in 2007-2008 to 48,521 in 2008-2009 (Table 4).

Individual statistics reveal that the average number of days payable per beneficiary unit was 239 days in 2008-2009, compared to 236 days payable per unit in 2007-2008 (Table 5). The highest average of days payable per beneficiary unit was observed in the community of Waswanipi (286 days) followed by Mistissini (284 days) and Whapmagoostui (247 days), whereas the community of Waskaganish had the lowest average with 205 days payable per beneficiary unit (Table 5).

BENEFITS PAID

Program benefits are indexed each year to the cost of living in Québec. The rate is based on the index used for the Québec Pension Plan. The calculation parameters used for 2008-2009 represents an increase of 2.3% when compared to the previous year (Table 6). In 2008-2009, benefits paid to Cree hunters and trappers totalled \$19,146,444. Of this amount, 94% represents sums paid to beneficiaries of the Program for days spent in the bush, including the additional allowance for days spent in far regions. This disposition, established since 2002-2003, enabled the payment of an additional \$866,101 (5% of the total) to the beneficiaries of the Program (Table 7).

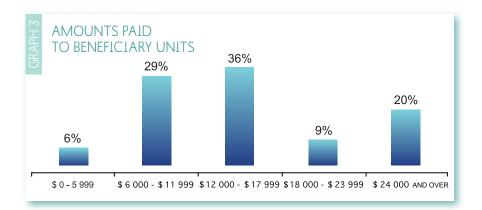






The average amount paid per beneficiary unit for all Cree communities in 2008-2009 was \$15,916, slightly higher than the average amount paid in 2007-2008 of \$15,410. The average of benefits paid per beneficiary unit ranges from \$13,307 for the community of Nemaska to \$19,124 for the beneficiary units of Waswanipi (Table 7).

The majority (65%) of beneficiary units receive annual benefits ranging from 6,000 to 17,999 (Figure 3).



THE IMPORTANCE OF BENEFITS FROM THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY PROGRAM

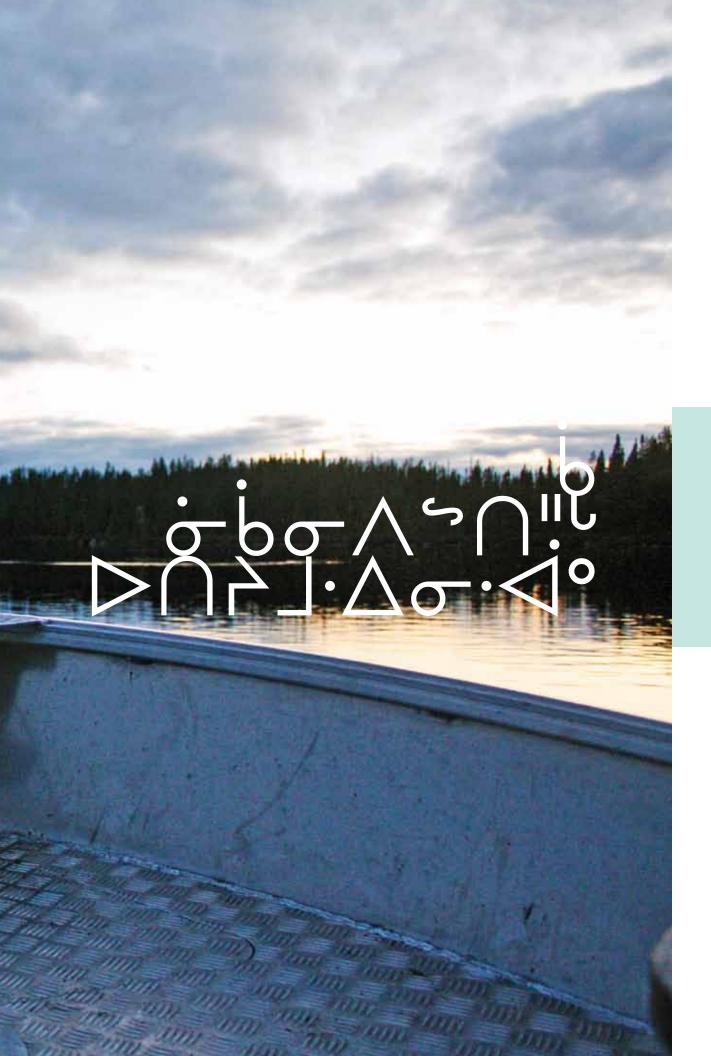
Hunting, fishing and trapping activities entail relatively high equipment and transportation costs. In addition to these expenses, hunters must also continue to pay for maintaining a home in the community. Many hunters combine traditional activities and subsequent benefits paid by the Program with seasonal employment in order to earn sufficient income. In 2008-2009, Program benefits (\$19,146,444) represented 70% of the total income of beneficiaries enrolled on the Program. The remaining \$8,289,631 came primarily from employment.

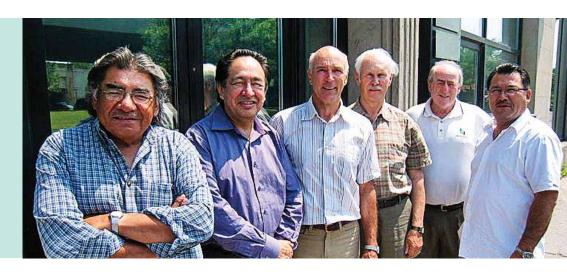
INSURANCE FUND

Since the implementation, in 2002-2003, of the provisions regarding the creation of an Insurance Fund, revenue losses occurring because of an inability to carry out the harvesting or related activities due to illness or disaster may be partially compensated. In 2008-2009, the Fund compensated 471 sick leave days while no event constituting a disaster occurred during that Program-year.

CONCLUSION

If the statistics seem to demonstrate that the number of beneficiaries remains fairly stable from year to year, a more in-depth analysis reveals another pattern. Indeed, if we account for the ever growing Cree population, the stability of the number of families on the Program actually indicates a decrease in the percentage of Cree people enrolled on the Program. Therefore, in order to maintain harvesting and related activities as a viable way of life for Cree people of all ages, it is essential to modernize the Program to better match changing conditions for Cree hunters and trappers. This further supports the need for the revision process that we initiated during this Program-year.





 $1975 \ \dot{b} \ \Delta' \wedge \Lambda^{+} \ D^{+} P \ \dot{n} \ D''' \dot{C} P \sigma^{-} \dot{D} \ \sigma^{+} \dot{D}^{+} \dot{G}^{+} \dot{G}^{-} \dot{G}^{-$

Jean-Guy Dugré Guy Girouard Gérald Lemoyne Philip Awashish Willie Iserhoff George Wapachee



∇Γ Λ Γ Λ Γ Λ Γ Λ Γ Θ



ነ^ና፦ ἰሲልጎ^ና, PhD, MBA ▷Γἰ° Խ ለΓለት"ር^ና ጳለበታ.Δσት°





5 665/50 III



ib obo ASOUL

۵ حن خنه ع ۵ ۳۰ غنه ۱۳۰ غنه ۱۳۰ مند ۱۳۰ مند ۱۳۰ مند نه ۱۳۰ ۱۳۰ مند نه ۱۳۰ مند ۱۳ م ሶ፡ሩሰቦ dVb σነdJ፡Δ° ସ° የነየበσለተነ 1975 ፟b Δነሊዮኒ* ସ° ኒb σነdJ·Δ° ፟b Γለታ"ኦለጐውብላ, ሩነሪ ሩ ·Á/à C¹ ÞC^^1/Δσ·d° dơt b à à Pr"d¹ σɔ"b ڪ٠٤٠". dd dơc d ·Á/à C² Þ ^^\P\P\/ σ"ΔP° 30 ▷"٢ ◁~ ¹∆٢` ∨∆ ₽ነ ሶៈ┥∩~ טע׳ שלט.∆~ ₽ነ לטנ ﴿ .ఏ/¿¿ć› ◁ܡ וֹ טֹשָּׁ מִּלִּי שִׁלּוֹ בֹלִי שִׁלְּוֹבֶלִי בּיטְן.

۵۰ که حنّان خنّه ۱۵ کال خدّه۱۳۰۰۵۰ م dari p apparation of the state of the s ل عن ١٨١١ عود عوب ع خوم ١٠٠١ وب $\cdot \dot{\triangle} \cdot \dot{\triangleleft} \circ \ \, \triangleleft \sigma \dot{\cap} \ \, \cap \dot{\triangleleft} + " \dot{\cap} \dot{\vee} \wedge \ \, \nabla \dot{\wedge} + " \dot{\cap} \dot{\vee} \wedge \ \, \nabla \dot{\wedge} + " \dot{\cap} \dot{\vee} \wedge \ \, \nabla \dot{\wedge} + " \dot{\wedge} \dot{\vee} \wedge \ \, \nabla \dot{\wedge} + " \dot{\wedge} \dot{\vee} \wedge \ \, \nabla \dot{\wedge} + " \dot{\wedge} \dot{\wedge} \dot{$ ΔĊΛΛΥΡι" Δσ-ς" Δ·ΔΡο" 6 Ρς-ρΓι, ΡΓ Γρ σ-N<>""\`L'>d\ D'\D\\" \ \\ D\\D\\" ὁ ở ἱσ Λ ՝ Λ " ι Λ < Γ ϳ ι σ σ ἐ γ ἱ ό ἱσ ὁ Λ ՝ Λ " ι Λ < Γ ἰ γ ١٠ ن "• ١٠٠١ • حجك جام "• ١٠٠١ أ $\neg \dot{\Box} \wedge \| \cap \Gamma + v \| \ \ \, \dot{\Box} \wedge \dot{\Box} \wedge$ حن الله خناء الله عنه ۱۳۵ خاط لا المناطلة عنهاد المناطلة ڵٵ٩٠ ڬ٠ ٦٦٥ ﴿١٥ ﴿١٥ ﴿١٥ ﴿ لَ ﴾ كَانُ اللَّهُ اللَّهُ اللَّهُ اللَّهُ اللَّهُ اللَّهُ اللَّهُ اللَّهُ ΡΓĹΡ' Ρό ὁ ὁσοΛρη'' Ρό σος Τοσο Ο") Ρό σο ἱ ἡ ΟΛ''ΔρσοΔ' ὁ ΔΛ ΛΓΛΡ''(ΡσοΔ''

خاجم". ١٠٠٨ ١٥٠ أَمَا أَدَابُ الْمَارِيُّةُ مِنْ اللَّهُ الْمُعَالِّةُ مِنْ اللَّهُ الْمُعَالِّةُ مُ σὑσθ)^Δ" ϤΛΛιἀν, Ρὑ ϗακός (11) ΔΛακΔυ Κὰθος" ὑ 2008-2009 ὑ ΔὑΛλυ, ϤϤς ὑ ϤΛ ὑΛ∩ΥΡ^ι ◁σĊ ▷ΓŰ ΓΥσ"Δἰ▷ΡΓძ"^ι ◁σĊ dV^ι Δ¹∩∩^ι \$21,211,984 LJ ◁° ;ċ'ϧ° <̇ρ' Λ>°"x ''ሰҳ ◁σሶ ኒ⁰ ◁ለ∩ሰ'/▷∿, σ⊥ት Δ√፩Ϳσት° ◁ ່ ▷ ኒ⁰ ७ Δ′∩∩º ጐኑጐ, ﻧቬና 90% ◁° ◁ ሶ ▷"ቦ ĠĠĠΛ'nΝ ϷϟϒΝΝ Ć϶ ὑ ΔΛ σϽ·ϤϒΝĆΙΥΥΝ \$2.043.493. ϤϷ϶ Ϥ϶ ὑ ϷΝ ΠΛΝάρσ∙Δι Ϥ ϤΛΛιΫο" ἱ ϪʹΛ ΡΥΓ"ΡΡΝ" ΡϹΛΛιΫ-ΔσΡο, ΡΙΣ ΛΓΛΡ"ΕΡΘ-ΔΙ ΡΓΕΟ ΓΥΘ"ΔΙΡΡΓΟ ΡΙΣ ΔΘ"Δ
 ΘΕΙ
 Ι
 Δ°ΛΛ
 ΦΠΑΝ
 ΘΕΙ
 ΘΕΙ
 Ε΄
 طحة ل ۵٫۵۵مک، ۵۵۸۸۰۰،۵۶۰ م لک، خ 4704c 4.9c

طحأ له له خلمه ۱۳۵۸ ظنظ حیک که خ ·4·4\"\"" 4 Δ\\\\\ Þ' Þ' 4 &&P\"\4\\\-\\" من ۱۵ ۵ خام ۱۹ ام کا ۱۸ کا ۱۹ م σ̄ρογουι ρρ 2008-2009 ρ γ>σρι*

ნ **ჟ**ማጋት^ι ნ წნ∉∧უ∩^{ιι} 2008-2009

د ۲۰-۲۰-۹۵۰ ک ک ک ک ک ۲۲-۲۰ ۱۱, 2009 ·Lー・トート トート トート コム・ゼックトンコ 9, 2009

Γ''

| ΔΙΟΡΓ' | ΔΙΟΡ' j 40 10"440 "2</br>





人「人」」「「今」」



 $^{\circ}$ $^{\circ}$ ሪሃ⁶ σ'ሪJ·Δ⁶ ⊲σ∩" የ'የቦσለተ' 11. 1975 ὁ Δ'ΛΑ⁶, ସંJ∩" Ľ⁶ ⊲σ∩" Ր"Ր-ସਂ ὁ ▷"Ր Ր"Ր∧⁶ 1976

حن "الهُ عَد مل، ﴿ عَ ١٤٠٥ مِلْ اللّهِ اللّهُ عَلَى اللّهُ عَلَى اللّهُ عَلَى اللّهُ اللّهُ عَلَى اللّهُ اللّه d d∩ d°rΛλ, Λου d ρωσον ρρ. d i r dΛr. dpσ·Δ σ)" δ ο β. ·4'5'(Po·4" o)">·4'Pa". 4 5'47")(Po·4" o)"> σ)"D·Δ°, ٥ <ΛΓἐσ·Δι, ΡΕν" δΩι ὑ-ἐσ·χ

خذا ۱۰ خانه کال کال کالا کالات کالات ·<!"\r \cdot ف ف ۱۹ کاد می ایک ناخی و با خاد ۱۶ کاد ۱۶ کا ۵٬ βσ٠٠ἀΛ"Π"، ÞΓ ὁ ἀδσΛςΠ"، ἱ Γ ἀΓ"ἀι ﴿ حَ)"كَ ﴿ ١٩١٥ كَا لَا عَالَ ﴿ كَا لَا لَا الْمَالِ اللَّهُ اللَّا اللَّهُ اللَّا اللَّهُ اللَّا اللَّهُ اللّ ظ کُی ۱۱۵۸ کا ۱۲۵۸ کو ۱۳۵ کو ۱۳۵۸ کو ۱۳۸ کو ای ای کو ای کو ۱ ٠﴿٠﴿٥٠٥ الْمُحْدَالِ مِ ١٨٠٥ الْمُحَالِ اللَّهِ مِنْ الْمُحَالِ اللَّهُ اللَّهُ اللَّهُ اللَّهُ ال 1988 ὁ Διλρι, ϭͿΟ" ὁ ΔĊρ"Ϲρσ-Δι ὑ רי"פֿרסיסי סי סיטויסי ל לסיטרפֿני 8 ל Δηγἀς, ٥٥η" [الع ١٠ Δγὰς ١ ١ ١ ١ ١٨٠ ح٥ اله $\dot{\Delta} 2 + 2 D^{\downarrow} \qquad \forall \sigma \cap " \quad D \cap "\dot{C} \cdot \Delta \sigma \cdot \dot{Q} = V \quad \dot{V} \quad \dot{V} \quad \dot{V} \quad D = V \quad \dot{V} \quad \dot{V}$ $\Lambda\Gamma\Lambda^{2}$ σ Ű 6 ⟨Ω Γ⟨σ"Þ⟨¿σ·Δ° ⟨α° σ'⟨d⟩·Δ° 2002 δ Δ¹Λλ¹, Δ¹D³
 δ Δσ¹δι²δι²
 δ ΔΛια²δι³ ⟨d⟩" L'b ⟨¬° b ∧>" 2002-2003 b ∩" ↑ ∧ → ¬° $\vec{\triangleleft} \ \, \dot{\triangle} \cdot \wedge \ \, \cdot \dot{\triangle} \cdot \wedge \vec{\triangle} \cdot \vec{\Box} \cdot \ \, \vec{\Box} \cdot \wedge \ \, \vec{\Box} \cdot \wedge$ « حن الله ظ٨١١ عرب عرب عن الله عن الله

وظا۱۱ ۱۱۵ من ۱۲۵ نا ۱۲۵ من ۱۱۵ ۱۱۵۱ ما ۱۱۵۵ من ۱۱۵۵ من ۱۲۵۵ ما ۱۲۵۵ من ۱۲۵۵ من ۱۲۵۵ من ۱۲۵۵ من ۱۲۵۵ من ۱۲۵۵ من خ خ۸۲"خ۱۹-۵۰۵۰
 خ خ۵۰۵۰
 خ خ۵۰۵۰< طحة خ حام ۵"۵۰٪ حام له أه خة كه الأطارة حاصه"

ك له حَاسَكَ بَهُ . كَاكَ عَلَى الْ الْحَالِيَ اللَّهُ عَلَى الْكِهُ عَلَى الْكُومِ بِهِ اللَّهُ الْ

حَا"ك٠Δ٩ ﴿ أَ حَارَاكُوه٠Δ١ ﴿ ﴿ كَانَاحُوهُ لَا يَا يَعُولُ اللَّهُ اللَّهُ اللَّهُ اللَّهُ اللَّهُ اللَّهُ ال Ĺº Þ [7è, Þ] Þ Þ Þ Þ Þ Þ $\triangleright \cap "\dot{C} \cdot \triangle \sigma "\iota_{\times} \quad \Gamma \land \neg \dot{C} \quad \dot{\triangle} \rightarrow ?^{\circ} \quad \Delta "\dot{C} \cdot \Delta \circ " \quad \triangleright \land "\dot{C} \triangleright \iota \quad \triangleleft \sigma \dot{F}$ طها ۲۲ه ۱۲۰۵ می ۱۲ دغه که ۱۲ می ایک طهای ا

ك له ١٥ ١٥/١١٥٠ من الكذاب ١٥ ١٥/١٥٥٠ م 6 666. 526 Fart 120 N"D 1.760" PN 65"5 Ġ^\^"\^\^ <\^ ^>~ \\ Δ ° Λ Γ Δ Λ Γ Γ Γ Δ Γ Γ Δ Γ Γ Δ Γ Γ Δ Γ Δ Γ Λ Γ ٥٠٠ ٠٩٠٠ ، خ>مك، ١٩٠٥ ، ١٩٠٥ ، ١٩٠٥ ، ١٩٠٥ ، ١٩٠٥ ، ١٩٠٥ ، ١٩٠٥ ، ١٩٠٥ ، ١٩٠٥ ، ١٩٠٥ ، ١٩٠٥ ، ١٩٠٥ ، ٣٠٠ځا٣٠٠ځ٠ ١٤٠٠ځا١٠٥ ط٥ خ ١٠٠٠ځ ١٠٠٠ځ ١٠٠٠ځ ١٠٠٠ځ ١٠٠٠ځا٠٩٠٠ خ ١٠٠٠ځا٠٩٠٠ ١٠٠٠ځا٠٩٠٠ ٥١١ طحنه ٢٥ ظ غغه٢١٠ظه٠٠Δ٥ ل أ خ>۶٥١١٠×

> محاد له ۱۶۵۵ عل ۱۶۶ ن ن ۱۶۵۰ علی ۱۶۵۰ علی ۱۶۵۰ علی که ۱۶۵۰ 25 ἀ Δ"N>·à'' Ρὸ" ἰδ ΔΝὸ ἀ Διἀννὸς, وبا" خ ز زم د ۱۰۹ المرد حاء عبه له ۲۰۱۵ وره حن''ن>خانح" لب إب إن كل المحالكاد، هم إم 40° 46 776 1 .60" \(\dagger \dagger \D \dagger \dagge 4 - PN" - 4A/2, P" 4- 4 1,9UF40 $\vec{\triangleleft} \wedge \cap \vec{\vdash} \cdot \Delta \sigma \vdash^{\circ}_{\times} \quad \vec{\triangleleft} \sigma \vdash^{\downarrow}_{\sigma} \quad \vec{\vdash} \circ \quad \vec\vdash \circ \quad \vec\vdash$ أ نا خاجه "اعزان ۱۴ ۲۹ خال العالم الع

حام كه بحال خالا ب كايواله خاكم في ٣٠٩١١ ١٠ أ ١٠ ١٠ ١٠ ١٠ ١٠ ١٠ ١٠ ١٠ ١٠ $\langle i \wedge \cap i \cdot \Delta \sigma + \circ \rangle$

۵۰ که ۱۶ ۱۵ ۱۸۵۳ ۱۹۶۰ من ان کنه مناظ ۵٫۵۵۰ طح۱۱ طحا ل ۱٬٬۲۵۰۰ط۸٬۳۵۳ طحا کُل ۱۸۲۵۰۵۰۵۰۵۰ :" ﴿ خَالَ مَا لَا مَا كَا الْمُ الْمُ الْمُ الْمُ الْمُ الْمُ الْمُ

- ***4やぐ(よった)
- حنَ"أَخَاء", طحنَ لَهُ لَهُ لَكِ٣١٪ كَانَ خَالِهُ لَهُ لَكِ٣١٪ كَانَحُنْ كَانُهُمْ اللَّهُ اللَّهُ ؞٣ٷۻڂ۬ڗ؎

طحث له له خلخه ﴿ خَاطَتُهُ مِنْ اللَّهِ مِنْ مُعْلَمُ اللَّهِ اللَّهِ عَلَى "الطَّالِ لَ أَعْلَمُ الرَّابُ خَاطَتُهُ وَ اللَّهِ اللَّهِ اللَّهِ اللَّهِ اللَّهِ اللَّهُ اللَّ أ أ نحك ٩٣٠٠ حاب ك خا شك مح ١٠٠٠ خاب ن ا خاص كحل ١٩ ١٠ كم خاص ك خاص كم كال ١٠٠١ كمره كمره Ϋ́Ρο ·Δ≻·ΑΠΕ Α΄ Δ"ςς Φ"ς·ΦΦ."ς

ΘΕΙΝΕΙ ΘΕΙΝΕΙ ΘΕΙΝΕΙ ΘΕΙΝΕΙ ΕΙΝΕΙ ΕΙΝ ■ ◁゚⁴ ◁ᲙᲥ॰ ▷ラ₽゚ ◁ ◁∧Ր"◁゚ ۍ")"▷ጐ;>゚" ◁ы シጵ୯ 「シ₽ۍ‹∆゚ ๑゚)"▷ጐ;>゚", ◁Კ‹∆゚ ▷៉, ыб‹┥\"୯ํ₽ۍ‹∆১゚ (ئ ١٦) أناني، خ حناك ظاهره بي مناع ماكما عنام ماكما عنام ماكما عنام مناطق المالية مناطق مناطق المالية له نهريم خاص زم عه محمد عنظمن طعال ا ۱۶ ا ځاه د ۱۳۶ کالک خاند ۱۳ ک المرام معادية معادي معادي معادي معادي المعادية المعادية والمعادية والمعادي σὰ"ἀ ρσ·ἀΛ"ἀρσ·Δλ° ἰ·ὁλ° ϤσΩ" ἰ Þ"ſ حام له ١٥ ك أجكوا الله من "أي كابن ما كون من من ١٥ كي كون الله من الله من الله من الله من الله من الله من الله أنْهُ الله الكه ١٣٠١ ١٩ أ ١٩٠٤ ط، خمَّ كه ل علاه ١٠٠٤ أخاله إن أخاله ١٨٠٨ مكول كلاه أبد لك الم ٩٠١٠٥١٥ ﴿ لَهُ كَوْطُوهُ اللَّهُ اللَّ Ĺ ▷"ſ ÞſſſĠſŊĬŢ ĠĎ"Ď ÅŶŶĎ, ÞŎ 4° 100000 Åſ ΛĠſŢĎ ÞŢ ÞŢ ÞŢ ĀĠŢ Ĺ ▷"ſ ĤſŢĠſĠĸŎſ ٣٠٠ (١٥٠ ك ځک ۵ ١٣٠ عادن) ١١٠٠ عادن ١١٠ عادن >U\pLa.Vr <54>a"

 $\dot{b}\sigma\cdot\dot{d}\wedge"\dot{C}\dot{P}\sigma\cdot\Delta^{\text{L}}\dot{}\quad\dot{d}\quad\Delta\dot{\Pi}^{\text{L}}\dot{}\quad\dot{d}\dot{\sigma}\dot{\dot{\Gamma}}\quad\dot{d}\sigma\dot{\Pi}"\dot{}\quad\dot{d}\quad\dot{b}\quad\dot{P}\sigma\cdot\dot{d}\wedge"\dot{C}\dot{P}\sigma\cdot\Delta^{\text{L}}\dot{}\quad\dot{d}\dot{\sigma}\dot{\dot{\Gamma}}\dot{}\quad\dot{d}\dot{\sigma}\dot{\dot{\Gamma}}\dot{}\\$

طَهر٣٠٠ حن "كَخَارُه". حـ ٢٩ ١٩ أ طَهر٣٠٠ وأيا "جَا" مَك ﴿ اللَّهُ مُالِحُهُ اللَّهُ مُلَّاكِهُ مَا اللَّهُ مُلَّاكِ اللَّهُ مُلَّاكِ اللَّهُ اللَّه







 $\dot{\Box}$ $\dot{\Box}$ σ')"> ἀΛΓ"Δαι Γα [ε αξΛι ὰ .Δ ἀΛΓ"ἀι Ε ΔΥΛΛ ▷Λ"ἀι αξα αξα ά Β"Γ "عَانَٰحَاٰٰٰذِع عَالَم كَلَا الله عَانَ الله عَانَ الله عَانَا لَهُ عَانَاكُم الله عَانَا لَا عَلَى الله عَانَا كَا عَالَم الله عَانَا كَانَا لَا عَالَم عَالَا الله عَانَا كَانَا عَالَم عَالَا الله عَانَا كَانَا عَالَم عَالَا عَالَم عَالَا عَالَم عَالَم عَالَم عَلَى الله عَانَا عَلَى عَلَى الله عَانَا عَلَى عَلَى عَلَى الله عَل حَا"كَخَاكُ". ◘ لُه خَهُجَ لَهُ كُلُ جَهُ 15 M">>ه" ﴿ خُهُولُكُولُهُ مِنْ الْمُحْتَى الْمُحْتَى الْمُحْتَى الْ ∩">>=" ∧√√d d d∧∩"d¹ σ`)">ċ>'ţ>=", d° f° d ∩∧∩";;bσ·Δь, d▷d bσ·d∧"ťPσ·Δь ∩") d Γορο 80 ου Φρυνου ασίν α΄ Γησιουσίν

 $\begin{picture}(150,10) \put(0,0){\downarrow} \put(0$."ا≥خانحا"رج

- 「P ∩Λ"
 □ 「P ∩Λ"
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)
 □ (-)</p ⊲⊕∩" ⋖İ <\dĊ⊳√; ¿ы</p>
- ∩Λ"<\(\dagger\) \\ \rightarrow\) \\\ \rightarrow\) \\ \rightarrow\) \\

σ)"Þ Δ̄̄̄̄̄̄̄̄ Ā̄̄̄̄̄̄ P̄̄̄" [Þ 120 亩 c [Þ 119, [ð ◁σ-̄̄̄̄̄ ﴿ ١٥ كَامُواْحَا ﴿ فَيَ الْمَالِ مِنْ كَا الْحَوْدِ مَا الْحَوْدِ مَا الْحَوْدِ مِنْ الْحَوْدِ مِ

>=>"> 4\f`.d"\ d 4\ \>>\d\ \\



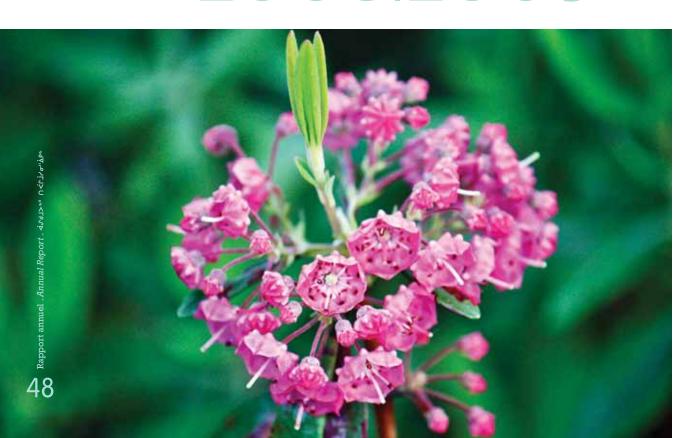
L' L'SOL ON" SLOP' C . SOLO L . SOLO L طحة ظ ١٣٠١٦١ طخمة ظ خ٢٥٥٥١١ في ١٥٠٥ كأ الله في ١٦٠٨ كالكُ عَلَىٰ الله في ١٥٠١ كَ الله في ١١٠١١ كَ الله في ١١٠١ مناأع ما ما ها ما ها ما المار المارك ما المارك ما المارك ۵Γ·Δἐρσ·Δλι" >"Γ ⟨στὸ ⟨ς ΔςΩΩλι" ΓςςΔλλο خانم" طحز" ط ۱۲۸۵، وقرز" ۱۲۲۵ الرنم الرب ١٩ أ ١٤٥ و ١٤ أ ١٤٥ م ١٩٥ م ١٩٥ م Ĺι Αἰςο Δι. Δρο-Δι. Δρο Δι ρίπ Δι. Δι. ؞ٷڹۻڟۨٙٙڗ؎

٥٠٠٩ و٢٠٠٩٠

40% i Δ5ΛΛ αγιδερσιδείνη στι ασί ι ι γ στη ΠΛ"αΙνάρσιδε σύ"ς άλλο άμ γ الله عند أنه الله الله عند أنه الله Δ'Λλ"Δd° i.ibλ°x Γλ.Θ΄ Γ.Θ΄ Δλλ° ΘΦΠ" Θ΄ <\d\c\rangle\rangle'\c\rangle'\rangle'\c\rangle'\c\rangle'\c\rangle'\c\rangle'\c\rangle'\c\rangle'\c\rangle'\c\rangle'\c\ra Ϋ́Θ' "" <LL\Ϋ́Θ' ΥΘΥΎΟ ΥΛΑΘΑ Ε΄ Α΄-ΟΡ Π"Ο «ΘΊΥΎ خابرا اخاد جا الحاد اله خاله ۱۳ خاد حا الحرا الح À+2° ▷Ċ"d7° 宀√ĠĿ". ◁d∩" ₽Ġ" Ĺ 宀 Ĺ▷Ր"Ċ゚ Ⴀ"Ĺ) J Ć∩D "∩¬D "'Ď:¬Jd'\' °Ċ"dd " ⟨OC" | < \(\delta \cdot \ ٥٠٤٠١ كذك ك الأباغ خصك ١٠٥ ١٠٥ ١٠٥ خطف أن عن عن عن عن عن عن الأبكار لك عن عن عن الأبكار لك عن عن ال







b Δ"nàσ·Δι b Ь ∧>"L

οξός ἀντηδιπλὸ νὰ ὸ

ط حن خاخ خا ظ۸۱۳طه ص۵۰, خاصطه ۲۰ ل أ ظ۸۱۳طه ۱۵۲۲ ۷۵ غ۲۰ ط خاض خا ط۰۱۲خ $\dot{b} \ \Delta'' \cap \sigma \neq^{\text{l.i.}} \dot{\Delta} \neq^{\text{l.i.}} \dot{\Delta} + \dot{C} \cdot \Delta^{\text{e.i.}}, \ \dot{\Delta} \Rightarrow^{\text{l.i.}} \dot{\Delta} + \dot{C} \cdot \dot{\Delta}, \ \dot{\Delta} \Rightarrow^{\text{l.i.}} \dot{\Delta} + \dot{C} \Rightarrow^{\text{l.$ ρὸ ·ϤΛĹď›ΔΔ×

1,>66°, LC6°, YaUs Piz <2°.C5x ∧50 L6 <10° ΔΡΡο Δ"Ċ·Δα" ·ΔΓΡι, Λοσί Θσή ·ΔίζσΛο ΔΡΡΡι ·Δ·ΔΠΕ εί ·ΔΓι ΡΠ"Ε΄·Δσ·εί"ιχ

Ĺ·b¹ Þ b ∧>"¹ 2008-2009 b ∧Г∧≻¹ σ⊃̀"Þ ااعرن خاارت باکاراک که ۱۵۶۲ کے (كاكْرْدَاهَاهَ اللهِ كَاهِ مَا كَامُ كَامُ اللهِ عَامَ اللهِ عَامَ اللهِ عَامَ اللهِ عَامَ اللهِ عَامَ اللهِ ا PÞ ◁σĆ ΔἱΤ° (38 ⋂")Ćσ°)x ◁σ"Δਂ ਖਿ σ⑸ $\Delta \text{"$\dot{C}$} \cdot \Delta \text{""} \text{ \dot{L}} \text{D}^{\text{L}} \text{ \dot{b}} \text{ Γ"$} \text{$\dot{L}$} \text{D}^{\text{L}} \text{ \dot{d}} \text{\dot{d}} \text{$$ طَ٨٦"طَا حَالَك خَالِم"، طَك ٢٩١٨، ١٩٠٠ ١٩٠١ خانه ۱)× (۱۲۰۵ حام ۱۷۸ خانه ۱۱۸ خانه

طحاً" حا"ح خا"خ ما"خ حا"خ حا"خ حا"خ حا"خ Ľ^b 2008-2009 ὑ Δ^ιΛρ^ι, 46% ◁σΓ˙ ὑ σ˙οσ˙ الله عام ن الكارك على الكارك عام 36 الكارك عام الكارك ا 4 40 Δ'Λητ' 4:4σ' 4 4Λη"4 4 4Λη"4 η η"2¢σ°)_x حنَّ خَنْ مَاكُ مُ اللهُ عَلَى اللهُ ع >"ר אבר"> מסל סט"

직° 보증·성"부문사건 2009 등 Δ^Λ원. 16.251 후 적인 분이 교육 비 성 적이 Δ^Λ이간 작성하여 성 적시합 ۵۰۲۷۶۶۵۱۱ ۵۰۹٬۷۶۱۱ ۵۵۰ ۶ ۲۶۹۲۵۶۱۰ ۹۹ ۲۶ $\Delta \text{"$\dot{C} \cdot \Delta^{\text{a}}$ discrete d and $c \cap \sigma$ $P \cdot \sigma \cdot \Delta^{\text{b}}$, $$ $\wedge d \cdot \dot{C} \cdot$
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١
 ١ <\d\doc\range \range \doc\range \doc\range \range \doc\range \doc\ra <\d\dot\o\rightarrow\in\tau\cdot\o\rightarrow\in\ta\o\rightarrow\in\tau\cdot\o\rightarrow\in\ איילרולי"∡ ל לח⊅ לן לין איי

خانہ خانہ کے ہے۔ خانہ میں ہے۔ خانہ میں ہے۔ خانہ میں ہے۔ خانہ ہے۔ ۵۸۲"۵۶-۵۰ خام ۴۶ م د ل ا ۱۵ م $\Delta \cap \mathcal{S}^{\mathsf{L}} \dot{\Delta}$ 2008-2009 (40% $\dot{\Box}$ 「らみと」 (72%) Pi 680 くらいい (28%), くしゅ 15.8% b ムロット くくはった 2007-2008 b ムトヘトト L^b 2.391 Lj b Δ∩Λ^c ⊲·ϤσΓ΄_x Γ\γ'Λ''' L⊳^c Γ΄ Ρ'₇ 16.1% b Δ∩Λ^c ⊲·ϤσΓ΄ 2006-2007 b 「『しつぐらずら』 4・4すぐ 4 4/いばい よう ***・ ないか はい 4 1 5 2008-2009 も 4/4 4 1 5 4/4 5 ***・ 4/4 1 5 4/4 5 ***・ 4/4 1 5 4/4 5 **・ 4/4 5 **・ 4/4 5 **・ 4/4 5 **・ 4/4 5 **・ 4/4 5 **・ 4/4 5 **・ 4/4 5 **・ 4/4 5 (468 ∩")´C´σ°), ὑ ˙ ˙ ° ◁σĆ ·ợ˙.\˙,σ˙∧" (151 Ĺ▷ ' ሶ Γ"ὑ,ਂ ਂ ਂ ਂ ਂ ਂ (34.5% ♂ ベハ"ベ σ˙)"Ď خُامَان مَا اللهِ مَا اللهُ مَا اللهِ مَا ال P'> 「\A'\+ (7.8%)x

2009 JDd b .6dll J F & JAPL JDd 1.203 β Δ"ϽϹϷϯͼσ·Δι. ΔςΛΛ κά 1.225 β 1210 له ۵"كۈكئى 12006-2007 لە كىلىكى نه ۱۵۰۵ خ ۱۵۰ خ ۱۵۰ خ ۱۵۰ خ ۱۵۰ خ ۱۵۰ خ ۱۵۰ خ Δ ") \dot{c} \dot{c} \dot{c} \dot{c} \dot{c} Δ Δ \dot{c} Δ Δ \dot{c} Δ $\dot{$

«خ>حک ظالات کا ظ۸۲۳ظت کا باخ

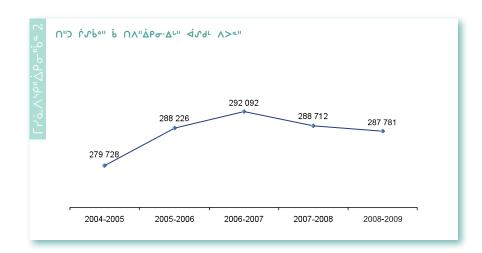
 $\begin{picture}(20,20) \put(0,0){\line(1,0){150}} \put(0,0){\line(1,0){1$ أيْنُ فَ حَلَى الْمُعَلِّمُ الْمُعَلِّمُ الْمُعَلِّمُ الْمُعَلِّمُ الْمُعَلِّمُ الْمُعَلِّمُ الْمُعَلِّمُ الْمُ ﴿ حَاٰ اَكُ مِنْ الْمَالَةِ مِنْ الْمُعَالِّةِ اللَّهِ اللَّهِ اللَّهِ اللَّهِ اللَّهِ اللَّهِ اللَّهِ اللَّهِ طه الماه ا $\dot{\Delta} \mathcal{J} = \frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \right)^{2} \right)^{2} \left(\frac{1}{2} \right)^{2} \left(\frac{1}{$ Γ΄ Δ°ΛΛ ΣΓΥΘΙΝ Φ΄ΝΘΕ ΔΑΑΣΝ «ΙΛΑΙ ΛΟΝΙ, ΥΡΟΔΙΘΑΝ ΡΕ ΔΑΙΝ ΘΙ ΓΙ ΠΛΙΙΔΙΑΙΡΟΛΑ ΔΟΕ ◁° Ĺ७ <>² ሰ°ሩ>² , 240 ∩"ጋ ሶንቴ॰" Ĺ▷⁰ Γ◌ሶ ◁⁰ሶ" ◁ ୃኮፎልዛ"", ◁▷Ј ◁° ‹Δ°ር" 200 ∩"ጋ ΔΠΙ, Ρὶ ἰι 50 Π") Διὰο ΠΛ"ἀρο" Δσί ἀδ ◄ Lb · \(\Delta\) dib b[rb \(\sigma\))" \(\Delta\) (\righta\) (\righta\) \(\Delta\) (\righta\) \(\Delta\) (\righta\) \(\Delta\) 120 ח"ט וֹעלּפּי ל וֹ מִי מִלּיִל מִּלֹי מִיּלִי מִלּיִל מִלּי מִלּיל מִלְּילִי מְלְילִי מִלְּילִי מְלְילִי מִלְּילִי מְלְּילִי מְלְילִי מִלְּילִי מִלְּילִי מִלְּילִי מִלְּילִי מְלְּילִי מְלְילִּילְים מִּילְיים מִּילִּים מִּילְיים מִּילְיים מִּילְיים מִּילְיים מְּילִּים מִּילְיים מִּילְּים מְּיבְּיִּים מְּיִּים מְּיבְּיים מְּיבְּיים מְּיבְּיִּים מְּיבְּים מְּיבְּים מִּילִּים מְּיבְּים מְּיבְּים מְּיבְּים מְיבְּים מְיבְּים מְּיבְּים מְיבְּיבְּים מְיבְּים מְיבְּיבְּים מְּיבְּים מְיבְּים מְיבְּים מִּיבְּים מִּילְיים מִּיבְּים מְיבְּים מְּיבְּים מְּיבְּים מְּיבְּים מְיבְּים מְּיבְּים מְיבְּים מְיבְּים מְּיבְּים מְיבְּים מְיבְּים מְּיבְּים מְיבְּיבְּים מְיבְּיבְּים מְיבְּיבְּים מְּיבְּים מְּיבְּים מְּיבְּים מְּיבְּים מְיבְּיבְּים מְיבְּיבְּים מְיבְּיבְי حنًا"ک ط≀نُک ف ک الزئي







 $\dot{\triangleright} \ \dot{\vdash} \ \dot{\vdash} \ 2008-2009 \ \dot{\vdash} \ \Delta^{\backprime} \wedge \wedge \dot{\vdash} \dot{\vdash}, \ \dot{\dashv} \, \dot{\triangleright} \ \dot{\vdash} \ \cap \cap \cap \wedge \dot{\vdash} \ \dot{\vdash} \ 287,781 \ \cap \cap \cap \ \dot{\vdash} \, \dot{\cap} \dot{\vdash} \dot{\circ} \ \neg \dot{\vdash} \ \dot{\downarrow} \ \dot{\vdash} Γγ·ἀ ἀ ρω·ἀΛ"ἀρσ·Δι ὑ ὰο Π"Ͻ Λ>α" ἀΛ ἀΓ ▷ά"ι (.ἀἰς 287.190 Π"Ͻ Γνἰο" ἱ ΠΛ"ἀρσ·Δι")χ



 $\Delta \mathcal{J} \stackrel{\cdot}{\circ} \mathsf{d}^{\parallel \downarrow} \stackrel{\cdot}{\mathsf{L}} \stackrel{\cdot}{\mathsf{L}} \stackrel{\cdot}{\mathsf{L}} \stackrel{\cdot}{\mathsf{L}} \mathsf{P} \stackrel{\cdot}{\mathsf{L}} Δ¹Λλ¹Δ΄·Δ˙ ὑ·ἑ² Þ 2008-2009 ৳ Δ¹Λλ¹x

ح له خ ح)"کفح۰۵۰ ۹۶ خ ح)"ک حي الله ١١٥ عور عي الله عاراً الله على الرو الله عله "وَفْرَنُ "كَاهُ خَالًا مَا كَا خَالًا مَا كَا خَالًا مَا كَالْ خَالَاتُ عَالَاتُ عَالَاتُ مَا الْك

 $\begin{picture}(20,0) \put(0,0){\line(1,0){15}} \put(0,$

 $\Delta^{\backprime, \dot{ b}}$ ° (0.4%) P $\dot{ b}$ $\dot{ b}$ $\dot{ d}$ " $\dot{ d}$ ' $\dot{ c}$ $\dot{ c}$ $\dot{ c}$ 0.2%) $_{ \star }$ σ J2 $\dot{ c}$ 0.4 $\dot{ c}$ 0 $\dot{ c}$ 0.4 $\dot{ c}$ 0.5 $\dot{ c}$ 0.4 $\dot{ c}$ 0.5 $\dot{ c}$ 0.6 $\dot{ c}$ 0.6 $\dot{ c}$ 0.7 \dot 2008-2009 ὁ Λ>"ι, ΔςΛΛ ·Δ 236 ὁ ΔςΛΛ ▷Ϋ́Ϋ́ЬΓι <̈́→dĊσ° < 2007-2008 b Δ¹Λ≻ι ϤΛΛ"Δλὰσ·Δι, ϤϞ·Δι Γι ἱ ἡ ΠΛ"ϤΙ·ϤͰσ-Δι ἱ ΠΛ"ΔΑσ-Δι Ϥ ΡἡΛὶΓι ΚΑΚΟς, ϤϤϹ ◁σĊ ·◁·ϤσΛ'" (286 ԻՐԵ°") פּ דֹם דר∩רהייי خانح-٦٠٠١ أ ٨٥ مُعْلَىٰ ١٩٠٩ أ ١٩٠٤ مِنْ مُنْ اللهُ اللهُ عَلَى اللهُ ا ٥٠٠١ خاند". ط٠٠٥ وله حــ ١٣٠١ ١٣٠٠ ١٣٠٠ غـ٠ من ط٨٦٠ خابر خابود من الله عاد ١٣٠١ خاند الله عند الله عاد ١٣٠٠ خاند الله عند الله ع ▷.᠘Γίρὰ" Ϥϭʹϧ" ▷ΓʹͿʹϧʹΓϒὸ"、Ϥͼ ϳͽ ΡϞ、Ϥ ϤϦϭ Ϥͼ Ϥϧ Ϲϔϭ Ϥ ϤΛΓ"Ϥϳϙϭ·ΔϚ ϭϽ"Ϧ $P_{-}\cdot\vec{d}\wedge\vec{C}P_{\sigma}\cdot\Delta^{U}$ $\vec{C}P_{\sigma}\cdot\Delta^{U}$ $\vec{C}P_{\sigma}\cdot\Delta^{U}$

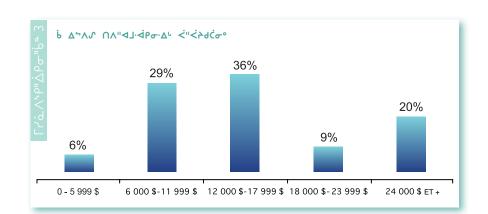
$UV_{A} = VV_{A} = V$







◁▷◑ ▷↳ (65%) ↳ △ኃላ♪ ೧∧"◁⅃∹╡ዮ♂-△↳ Φኃ"▷ ሷትት° \$6,000 ለ"◁↳ \$17,999 (ГҮ₾^\₽"ቯዮு"ြ ዜ ")»



φ' <t

٥٠١٥ وك٠١٥٠

ልጎላዬ ዜ ቦ"ቦለት"ሮዮራጉሪኑ 2002-2003 ዜ ልጎላዶኑ, ⊲ፚ"ል ቦጎቦፊተል"ስተፈትል። ኦ"ቦ ይ ዜ ልፓ ቦ"ቦለት"ሮዮራታኑ ተልቦ"ልተ፭፦ ይቴዬ, ፭ኦቴ ፭፥ ፭ዬ ሀ ኦ"ቦ ተልቦ"ልያቱ ታን"ኦ ልትትኦኑ ፭ዜ ሶ ታን"ኦ ጳላቦ"ልታኑ ኦ"ቦ ፭ራኑ ፭ ኦነጐ ልጎለት"ልያቱ ሁኔትዮ ዮኑ ኒቴ ፭"ያታለውታዮ ፭ ል"ጋረያኑ ፭ዜ ሶ ታን"ኦኑ የኑ ኒቴ ፌኖኑ ፭"ነቴኑ ፭ ሶ ልጎለት"ልያቱ ሁኔትዮ,

ביירי באפּכִי



Prestataires du programme Beneficiaries of the Program らっぱ ムトゼ ベルロータ らっぱい マンドランドショー 2008-2009



GROUPE D'ÂGE

TOTAL

STRUCTURE DES UNITÉS COMPOSITION OF UNITS d Aの小 d くっともくらん

UNITÉS SELON LE NOMBRE D'ADULTES UNITS ACCORDING TO NUMBER OF ADULTS ら ムハル ハウムトャ イ くっぱつけんしょ

1 ADULTE 2 ADULTES

COMMUNAUTÉ COMMUNITY Δ"Ċ:Δ°	UNITÉS <i>UNITS</i> فــــــــــــــــــــــــــــــــــــ	ADULTES ADULTS いらひとさ	ENFANTS CHILDREN くづい	TOTAL <i>TOTAL</i> L.j	
Mistissini 「いっと。	144	226	45	271	
Chisasibi ^らごろ	468	633	260	893	
Waskaganish ·⊲^b"∆bo-°	114	151	53	204	
Waswanipi ∙∢i.∖ori∖	151	235	139	374	
Wemindji ∴∆۲°Ր	95	132	18	150	
Eastmain ムコー	38	49	1	50	
Whapmagoostui ⊸d∧Ld\b∆	106	158	104	262	
Nemaska ¬or^b	28	37	3	40	
Oujé-Bougoumou ⊳n≻dJ	59	90	57	147	
Total Lj	1 203	1 711	680	2 391	

AGE GROUP ৳ Δ¹∧∩τ¹ι	1 ADULT 1 rらΔ2i	2 ADULTS 2 rらdati	<i>TOTAL</i> Lj		
17-26	186	38	224	19%	
27-36	79	66	145	12%	
37-46	92	78	170	14%	
47-56	53	50	103	9%	
57-66	85	111	196	16%	
67 +	200	165	365	30%	
Total Lj	695	508	1 203	100%	



Participation au programme Participation on the Program ولمناكب عنواك المراك ف 2008-2009



Répartition des jours Distribution of Days ح ۵۱۱ محرب ۵۶۰ کاره ادره 2008-2009

> **10URS RÉMUNÉRÉS** PAID DAYS اللف مع المالك المالك المالك

POPULATION CRIE CREE POPULATION P VUVr V54r

PRESTATIONS DU PROGRAMME BENEFICIARIES OF THE PROGRAM مَا"كَ كَاخِرْ ﴿ كَا الْحَالِ مَا
ACTIVITÉS / ACTIVITIES / ف له ۱۵ المعنى المحالف المحا

										COLUBS					
COMMUNAUTÉ <i>COMMUNITY</i> ∆"Ċ∆°	MEMBRES¹ <i>MEMBERS¹</i> ·⋖iՐ"∆·∢iレ¹	RÉSIDANTS ² RESIDENTS ² ・マート・ ²	INSCRIPTIONS ENROLLMENT 〈ir ハ''Ċィケ''b〉 い	% 3	COMMUNAUTÉ COMMUNITY Δ"ĊΔ°		FAR REGION ³	COMITÉ LOCAL LOCAL COMMITTEE ۵"Ċ۵σ"، ΓὸϳΛι	MATERNITÉ MATERNITY d・d∧LD√a.σ・Δ ^ν	COURS MANIEMENT D'ARMES FIREARMS COURSE	MALADIE DESATRE ² SICK LEAVE DISASTER ² べぱい から。 べっしょ くづいろと。	CHEF HEAD is is is is is	CONJOINT CONSORT ▷·ÀՐĹ₽ª"	TOTAL TOTAL L.j³	
Mistissini いっと	3 473	3 453	271	7,8%	Mistissini 「¹∩ɾċ	40 847	6 922	0	72	0	19	26 910	14 028	40 938	
Chisasibi ハイベ	3 841	3 831	893	23,3%	Chisasibi パャック	104 622	20 319	0	667	0	180	84 195	21 274	105 469	
Waskaganish ·⊲∿่ь"∆๎Ьσ∽	2 593	2 570	204	7,9%	Waskaganish ·△ʰi/ðbơ-ˤ	23 240	3 436	0	28	0	61	18 570	4 759	23 329	
Waswanipi ·∢i.∖i,σ∧	2 021	2 007	374	18,6%	Waswanipi ·∢i.\or∧	43 194	4 229	0	0	0	13	30 722	12 485	43 207	
Wemindji ぶ゙゙゙゙゙゚゚゚゚゙゙゚゚	1 376	1 358	150	11,0%	Wemindji ∴∆r°r̂	21 166	3 777	0	0	0	93	16 747	4 512	21 259	
Eastmain ムン [。]	649	491	50	10,2%	Eastmain ፊነገ•	8 452	1 292	0	0	0	0	6 699	1 753	8 452	
Whapmagoostui ・ベ່∧Ĺ♂ン△	841	759	262	34,5%	Whapmagoostui ·∢∧Ld∿∆	25 789	6 716	0	311	0	52	19 668	6 484	26 152	
Nemaska -o ۲ ¹ b	719	655	40	6,1%	Nemaska ¬¬Г^ib	5 859	469	0	0	0	53	4 811	1 101	5 912	
Oujé-Bougoumou ⊳∩>JJ	738	731	147	20,1%	Oujé-Bougoumou ⊳n>dj	13 063	1 361	0	0	0	0	9 290	3 773	13 063	
Total Lj	16 251	15 855	2 391	15.1%	Total Lj	286 232	48 521	0	1 078	0	471	217 612	70 169	287 781	

¹ Membres des communautés (Registre des populations autochtones du 4 mai 2009)

² Membres résidant sur le Territoire de la Baie-James (Registre des populations autochtones du 4 mai 2009) 2 Members residing in the James Bay Territory (Enrollment Commission List of May 4, 2009)

³ Pourcentage des résidants inscrits au programme

¹ Région éloignée : le nombre de jours en région éloignée fait partie du nombre de jours passés dans le bois.

² Les jours de maladie et de désastre sont payés par le Fonds d'assurance. 2 Sick Leave and Disaster Days are paid by the Insurance Fund. 2 럭냅ơ° ሶኦቴ애 우ኑ씨 럭叽ե아 쉭 Δ◊ㅆ같다. ሶፖቴ애 쉭 ೧새럭ዮۍ Δﻦ ▷깍 럭ኖር씨 ㆍ섴ኖ셨다.



Moyenne de jours rémunérés Average Days Paid ふいく ロッ たらっ も ロヘット ここ 2008-2009



Paramètres de calculs Calculation Parameters ◁ Ճړ ೧∧೧५.५०-८५ 2008-2009

			Ę
	7		9
,			
)			4

COMMUNAUTÉ <i>COMMUNITY</i> △"Ċ∆°	UNITÉS <i>LINU</i> ¿১৬५>	PAR CHEF PER HEAD	PAR CONJOINT PER CONSORT < さる ト・ムトトロー	PAR ADULTE PER ADULT くさる いらひとさ		2007-2008	2008-2009	
Mistissini いっと	284	187	171	181	ALLOCATION QUOTIDIENNE	50.10 ¢	50 50 A	
Chisasibi パャット	225	180	129	167	DAILY ALLOWANCE <さらいでも。	58,19 \$	59,50 \$	
Waskaganish ·⊲^ḃ"∆b♂~	205	163	129	154	CONTRIBUTION AU FONDS D'ASSURANCE	0.054	0.05.4	
Waswanipi ·ዻ፞·ኣ፞ፚ∧፞	286	203	149	184	CONTRIBUTION TO THE INSURANCE FUND ベニング・ハッ・ドゥ・トゥ・カ・・カット・ウィッグ・ベット・ウィッグ・ベット・ウィッグ・ベット・ファック・カック・カック・カック・カック・カック・カック・カック・カック・カック・カ	0,07 \$	0,07 \$	
Wemindji ∴∆۲°↑	224	176	122	161	ALLOCATION QUOTIDIENNE NETTE	5042.4	50.42.4	
Eastmain ムン。	222	176	159	172	DAILY NET ALLOWANCE b r·r^"·bèρσ·Δ° <>² r·rb°"	58,12 \$	59,43 \$	
Whapmagoostui ∙ぐi∧Ĺdら∆	247	186	125	166	ALLOCATION QUOTIDIENNE POUR RÉGION ÉLOIGNÉE		45.05 t	
Nemaska اح-۲۰	211	172	122	160	FAR HARVESTING REGION DAILY ALLOWANCE d けひむd"゚ ゙゙゙゙゙゙゚゙゙゙ゔ゚゚゚゚゙゙゙゙゙゙゙゙゙゙゚゚゙゙゙゙゙゙゙゙゙゙゚゚゚゙゙゙゙゙゙	17,46 \$	17,85 \$	
Oujé-Bougoumou ⊳∩>dj	221	157	122	145	MONTANT DE BASE / BASIC AMOUNT / みっしょう	4 200 ¢	4 205 6	
Moyenne totale <i>Overall Average</i> Lj	239	181	138	168	PAR ADULTE / PER ADULT / ぐさい いらんさい。 PAR ENFANT / PER CHILD / くさ へんぱいっ PAR UNITÉ / PER UNIT / くさもぐす。	4 298 \$ 1 721 \$ 1 721 \$	4 395 \$ 1 760 \$ 1 760 \$	

 $^{1\,\}text{Maladie}$ et désastre: ces jours sont payés par le Fonds d'assurance. $1\,\text{Sick}$ Leave and Disaster Days are paid by the Insurance Fund.

أ طالعه ورية ١٥ وجال طالبة، و على ١٩٠٨ و ويا المالية و ١٩٠٨ و ويا المالية و ١٩٠٨ و المالية و ١٩٠٨ و المالية و



Prestations accordées Benefits Granted وخنظ الله الكه الكه كا كركم ا 2008-2009



Fonds d'assurance Insurance Fund ولمن وله الله الله 2008-2009



ACTIVITÉS (Jours payés) ACTIVITIES (Days paid)

PRESTATIONS ACCORDÉES1 BENEFITS GRANTED¹

											└ ◁♂"ൎ△ 广√°¡°"			نام- کام-کان	
COMMUNAUTÉ	ALLOCATION QUOTIDIENNE	JOURS DE MALADIE DÉSASTRE ¹	ALLOCATION EN RÉGION	MONTANT DE BASE GARANTI ²	SOUS-TOTAL	AIDE SOCIALE AJUSTEMENT ³	TOTAL	MOYENNE UNITÉ							
COMMUNITY	DAILY ALLOWANCE	SICK LEAVE DISASTER DAYS ¹	FAR HARVESTING REGION ALLOWANCE	GUARANTEED BASIC AMOUNT ²	SUB-TOTAL	SOCIAL AID ADJUSTMENT ³	TOTAL	AVERAGE UNIT	COMMUNAUTÉ COMMUNITY	MALADIE SICK LEAVE	DÉSASTRE <i>DISASTER</i>	MALADIE SICK LEAVE	DÉSASTRE <i>DISASTER</i>	TOTAL TOTAL	
$\nabla_{\Pi} \dot{C} \cdot \nabla_{\sigma}$	UV"⊲Į٩٩;∇¢ <Ṣ٩ Ļ∿ૃ₽₀"	⟨□Pr ⟨□.∇r∨∀r₁ ⟨□Pr ⟨□.√.Po ⟨□Pr ⟨□.√.Po ⟨□Pr ⟨□.√.Po ⟨□Pr ⟨□	< <p><</p> <td>UV.AF94;·Vez</td> <td>UVL∻₽₽∙∇r ԳൢUr ⊲</td> <td>·☆Ր"☆·♂° 广Ր-/ ぐづ"∩Ժ-PԺ・△۲3</td> <td>IJ</td> <td>.ÿ∴</td> <td>$\nabla_{\Pi}\dot{C}\nabla_{\sigma}$</td> <td>4"47° أ\"</td> <td>qβ, q ∇,∨>ρ</td> <td>4.94. 4.2.</td> <td>qβr q ∇r√√√r</td> <td>LJ</td> <td></td>	UV.AF94;·Vez	UVL∻₽₽∙∇r ԳൢUr ⊲	·☆Ր"☆·♂° 广Ր-/ ぐづ"∩Ժ-PԺ・△۲3	IJ	.ÿ∴	$\nabla_{\Pi}\dot{C}\nabla_{\sigma}$	4"47° أ\"	qβ, q ∇,∨>ρ	4.94. 4.2.	qβr q ∇r√√√r	LJ	
Mistissini Γ¹∩/÷	2 431 816 \$	1 129 \$	123 558 \$	82 063 \$	2 638 566\$	3 061 \$	2 635 505 \$	18 302 \$	Mistissini 「いっと	19	0	1 129 \$	0\$	1 129 \$	
Chisasibi rs/i/	6 257 325 \$	10 697 \$	362 694 \$	473 863 \$	7 104 579 \$	5 503 \$	7 099 076 \$	15 169 \$	Chisasibi いらが	180	0	10 697 \$	0\$	10 697 \$	
Waskaganish ·⊲'ъ́"∆́ьσ∽	1 382 817 \$	3 625 \$	61 333 \$	125 107 \$	1 572 882 \$	0\$	1 572 882 \$	13 797 \$	Waskaganish ·⊲ʰbˈ"∆bơ-°	61	0	3 625 \$	0\$	3 625 \$	
Waswanipi ·◁·੫ੑੑ੶ਲ਼	2 567 019 \$	773 \$	75 488 \$	228 378 \$	2 871 658 \$	-16 121 \$	2 887 779 \$	19 124 \$	Waswanipi ·∢i.∖i,or∧	13	0	773 \$	0\$	773 \$	
Wemindji ふィーウ	1 257 895 \$	5 527 \$	67 419 \$	48 645 \$	1 379 486 \$	0\$	1 379 486 \$	14 521 \$	Wemindji ふィーウ	93	0	5 527 \$	0\$	5 527 \$	
Eastmain ∆॑ [\] 7°	502 302 \$	0\$	23 062 \$	10 387 \$	535 751 \$	0\$	535 751 \$	14 099 \$	Eastmain 立っ	0	0	0\$	0\$	0\$	
Whapmagoostui .≺i∧i.d\o	1 551 123 \$	3 090 \$	119 881 \$	128 424 \$	1 802 518 \$	0\$	1 802 518 \$	17 005 \$	Whapmagoostui ·d∧Ĺď∆∆	52	0	3 090 \$	0\$	3 090 \$	
Nemaska ¬¬Г'Ь	348 200 \$	3 150 \$	8 372 \$	12 865 \$	372 587 \$	0\$	372 587 \$	13 307 \$	Nemaska ⊸Γ ^៶ ৳	53	0	3 150 \$	0\$	3 150 \$	
Oujé-Bougoumou ⊳1>d.i	776 334 \$	0\$	24 294 \$	62 351 \$	862 979 \$	2 119 \$	860 860 \$	14 591 \$	Oujé-Bougoumou ⊳∕1>J.j	0	0	0	0\$	0\$	
Total i.j	17 074 831 \$	27 991 \$	866 101 \$	1 172 083 \$	19 141 006 \$	-5 438 \$	19 146 444 \$	15 916\$	Total Lj	471	0	27 991	0\$	27 991 \$	

¹ Les jours de maladie et de désastre sont payés par le Fonds d'assurance (voir le tableau 8).

² Montant de base garanti payable après avoir déduit tous les revenus gagnés par le chef et le conjoint.

2 Guaranteed basic amount payable after all income received by the Head and the Consort has been deducted.

2 ప్రాంచిక్ ౧గించిట్లినింది చేస్త్రీకి చెంగ్ చింది దేగి స్కాగ్ గించింది. ప్రాంచినికి ప్రచిశ్వర్తి చేస్త్రికి ప్రత్యేక్తికి చేస్తున్న సంగ్రామికి ప్రత్యేక్తికి ప్రత్యేక్తికి ప్రత్యేక్తికి ప్రత్యేక్తికి ప్రత్యేక్తికి ప్రత్యేక్తికి ప్రాంచినికి ప్రత్యేక్తికి ప్రత్యేకి ప్రత్యేక్తికి ప్రత్యేక్తికి ప్రత్యేకి ప

³ Montants d'aide sociale reçus par des prestataires en début d'année avant que leur admissibilité au programme ne soit confirmée et les montants d'ajustement

 $^{1\,\}text{Maladie}$ et désastre: ces jours sont payés par le Fonds d'assurance. $1\,\text{Sick}$ Leave and Disaster Days are paid by the Insurance Fund.

Organigramme Organization Chart ₫ Δ∩°ḃ⊃ἀσ∙Δ¹

Membres de l'Office Members of the Board

6 MILATIN

Directeur général Director-general

Ġ ÞſĹÞ¢ Ġ ∧ΓÅ"Č¢

Directeur des services administratifs **Director of Administrative Services**

6 VLY...C. L19.9(DDL. 4VU).70-5

Secrétaire administrative Administrative Secretary

Ġ Γζσ"ΔĊŇ"ư

Adjoint au programme - Administration Program Assistant - Administration

4~~"4~~ 4~~~~

Agent de soutien au programme Program Support Agent

₽·ŸU.Çc ⊴VU5·V&4

Secrétaire de direction Executive Secretary

6 86457"046 6 578"467"

Adjoint au programme - Services Program Assistant - Services

6 VLY,"Çe L50.,QfDbLq QVU5.VO4

Administrateurs locaux **Local Administrators**

Δ"Ċ∙Δσ" 6 ϤΛΩΫ

Les membres de l'Office et le personnel The members of the Board and the staff

Membres de l'Office

Personnel de l'Office (au 30 juin 2009) Members of the Board | Board personnel (as of June 30, 2009)



Gouvernement du Ouébec Government of Québec 4Vp U<₽nUpvo

Gérald Lemoyne,

Jean-Guy-Dugré **Guy Girouard**

Administration régionale crie Cree Regional Authority

George Wapachee, Philip Awashish Willie Iserhoff

Siège social . Head Office . ΡΓĹο Γγσ"ΔÜΡΡΓο

Serge Larivière,

Régent Brind'Amour,

Directeur des services administratifs /

Tanya Lynn Strong,

Adjointe au programme-Administration /

Program Assistant-Administration

Marie-Claude Thibault,

Program Support Agent

Monique Latouche,

Secrétaire de direction / Executive Secretary

Manon Girard,

Secrétaire administrative / Administrative Secretary

Alana Russell,

Secrétaire par interim / Interim Secretary

Isabelle Simard,

Graphiste / Graphic Designer

Communautés Cries Cree Communities γ۶۶۰ ∇۱۱ς۰∇σ۱۱



PETER SHECAPIO, ADJOINT AU PROGRAMME-SERVICES PROGRAM ASSISTANT-SERVICES MISTISSINI



LOCAL ADMINISTRATOR MISTISSINI



SALLY HERODIER, ADMINISTRATRICE LOCALE LOCAL ADMINISTRATOR CHISASIBI



MARJORIE HOUSE, ADMINISTRATRICE LOCALE LOCAL ADMINISTRATOR CHISASIBI



LIZZIE DIAMOND, ADMINISTRATRICE LOCALE LOCAL ADMINISTRATOR Waskaganish



GEORGE M. SHECAPIO, ADMINISTRATEUR LOCAL



WEMINDJI



EASTMAIN



MISTISSINI Оије-Воидоимои WASWANIPI



JACOB GULL, ADMINISTRATEUR LOCAL LOCAL ADMINISTRATOR WASWANIPI



KRISTA KAKABAT, ADMINISTRATRICE LOCALE LOCAL ADMINISTRATOR WEMINDJI



FRED L. TOMATUK, ADMINISTRATEURS LOCAL LOCAL ADMINISTRATOR EASTMAIN



VALERIE HERODIER, ADMINISTRATRICE LOCALE LOCAL ADMINISTRATOR WHAPMAGOOSTUI



WINNIE BOSUM, ADMINISTRATRICE LOCALE LOCAL ADMINISTRATOR Оије-Воидоимои



OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2009

CREE
HUNTERS
AND TRAPPERS
INCOME SECURITY
BOARD

FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE FISCAL YEAR ENDED ON
JUIN 30, 2009

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Les membres de l'Office surveillent la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et approuvent les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'Office, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport présente la nature et l'étendue de cette vérification de même que son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer les membres de l'Office pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Serge Larivière, Directeur général

Régent Brind'Amour, Directeur des services administratifs

POUR

L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

Québec, le 30 octobre 2009

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 2009 ainsi que l'état des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 30 juin 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu des modifications de conventions comptables résultant de l'adoption des normes comptables pour le secteur public et expliquées à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Ruard Pachance CA auditeur

Renaud Lachance, CA auditeur

Québec, le 30 octobre 2009

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE **30 JUIN 2009**

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
PRODUITS		
Contributions du gouvernement du Québec Intérêts	21 142 491	\$ 20 964 393 \$ 35 582
CHARGES	<u>21 153 918</u>	20 999 975
Prestations de sécurité du revenu	<u>19 168 491</u>	18 873 893
Frais d'administration		
Traitement et avantages sociaux Déplacements Loyers Honoraires professionnels Entretien et traitements informatiques Fournitures Téléphone et communications Frais de banque et d'intérêts Amortissement des immobilisations corporelles	1 164 298 234 268 98 056 35 408 265 756 99 197 28 626 2 050 115 834 2 043 493	1 077 769 150 400 97 395 43 909 154 024 73 000 23 690 13 983 189 613 1 823 783
(INSUFFISANCE) / EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(58 066)	302 299
DEST ROSONS SON LES CHANGES	(30 000)	302 233
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	739 697	437 398
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	<u>681 631</u>	\$\$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS BILAN **AU 30 JUIN 2009**

ACTIF	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Actif à court terme Encaisse (note 4) Dépôts à terme (note 5) Créances (note 6) Frais payés d'avance	293 870 \$ 525 000 3 319 652 19 504	176 771 \$ 600 000 3 112 298 13 972
Immobilisations corporelles (note 7)	4 158 026 35 210	3 903 041 139 396
	<u>4 193 236</u> \$	<u>4 042 437</u> \$
PASSIF		
Passif à court terme Emprunt Charges à payer et frais courus (note 8) Dû au Fonds d'assurance (note 12)	- \$ 3 504 661 <u>6 944</u>	96 639 \$ 3 203 591 2 510
	3 511 605	3 302 740
EXCÉDENT CUMULÉ	681 631	739 697
	<u>4 193 236</u> \$	<u>4 042 437</u> \$

Engagements (note 9)

Fonds d'assurance (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

POUR L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS NOTES COMPLÉMENTAIRES 30 JUIN 2009

1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, constitué en vertu de la *Loi sur l'Office de la sécurité* du revenu des chasseurs et piégeurs cris (L.R.Q., chapitre O-2.1), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation de la faune comme mode de vie.

Des montants sont versés à des unités de prestataires qui y sont admissibles, sujet entre autres conditions, au temps passé à chasser, pêcher et piéger et à exercer des activités accessoires.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Office n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de l'Office par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Office utilise prioritairement le *Manuel de l'ICCA pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Produits

Les contributions du gouvernement du Québec non affectées sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les contributions affectées sont constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont effectuées.

Les autres produits sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés et que leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Prestations de sécurité du revenu

Les prestations sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est. Les montants relatifs à la récupération des trop-payés sont comptabilisés au moment où ils sont récupérés étant donné l'incertitude concernant la recouvrabilité de ces derniers.

Dépôts à terme

Les dépôts à terme sont comptabilisés à la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette).

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, soit :

	<u>Durée</u>
Améliorations locatives	7 ans
Mobilier équipement	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Logiciel	5 ans

Dépréciation d'immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Office de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que l'Office ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Changement de référentiel comptable

Depuis le 1^{er} juillet 2008, l'Office établit ses états financiers selon le *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA)* pour le secteur public. Auparavant, il utilisait le *Manuel de l'ICCA – Comptabilité pour le secteur privé*. Les effets de la première application de ces nouvelles normes sont constatés rétroactivement avec retraitement des états financiers comparatifs. Ce changement n'a aucune incidence sur les résultats et l'excédent cumulé de l'Office. Les conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous.

Dépréciation des immobilisations corporelles

La baisse de valeur des immobilisations corporelles est fondée sur leur capacité de fournir des biens ou services ou sur la valeur des avantages économiques futurs plutôt que sur l'évaluation des flux monétaires futurs non actualisés que procurera l'immobilisation corporelle.

Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes comptables du secteur public. Cette modification n'a aucune incidence sur la mesure des actifs et des passifs.

Rapport annuel . Annual Report . จังงประจาก กล่ามหา

Immobilisations corporelles

Le logiciel est maintenant présenté dans le poste « immobilisations corporelles » plutôt que dans le poste « actifs incorporels ».

4. ENCAISSE

L'encaisse comprend un montant de 30 000 \$, détenu dans un compte en fiducie et affecté par résolution des membres de l'Office aux versements de prestations. Ce montant sert à pourvoir, entre autres, aux versements d'avance et aux paiements d'urgence lorsque le processus normal d'émission de chèques entraîne des délais excessifs pour le prestataire.

5. DÉPÔTS À TERME

L'Office possède un dépôt à terme portant intérêts à un taux de 0,40 % (2008 : 2,75 %), échéant le 20 juillet 2009.

6. CRÉANCES

	<u>2009</u>	<u>2008</u>	
Subvention à recevoir du ministère de	3 264 598	\$ 3 068 582	\$
l'Emploi et de la Solidarité sociale			
Autres	<u>55 054</u>	43 716	
	<u>3 319 652</u>	\$ 3 112 298	\$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>2009</u> Amortissement						<u>2008</u>		
	<u>Coût</u>		<u>cumulé</u>		<u>Net</u>		<u>Net</u>		
Améliorations locatives	18 416	\$	16 442	\$	1 974	\$	4 604	\$	
Mobilier et Équipement	7 949		1 740		6 209		1 733		
Équipement informatique	25 818		16 209		9 609		10 247		
Logiciel	904 650		887 232		<u>17 418</u>		122 812		
	956 833	\$	921 623	\$	<u>35 210</u>	\$	<u>139 396</u>	\$	

Les acquisitions de l'exercice totalisent un montant de 11 648 \$ (2008 : 5 636 \$).

8. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2009	2008	
Prestations de la sécurité du revenu	3 379 391	\$ 3 122 448	\$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	936	1 872	
Centre de services partagés du Québec	47 004	19 813	
Fournisseurs	27 705		
Traitements et avantages sociaux	49 625	<u>59 458</u>	
	3 504 661	\$ 3 203 591	\$

9. ENGAGEMENTS

L'Office est engagé par un contrat de services professionnels avec le Centre de services partagés du Québec pour l'entretien de son système informatique jusqu'en mars 2013.

L'Office est également engagé par un bail à long terme échéant en mars 2020 pour des locaux administratifs. Cet engagement totalise 544 117 \$.

Les paiements minimums futurs exigibles sur la totalité des engagements s'établissent comme suit :

2010	241 192 \$
2011	241 699
2012	240 176
2013	192 228
2014	49 659
2015 et suivants	300 675
	<u>1 265 629 \$</u>

10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de l'Office imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 49 267 \$ (2008 : 41 979 \$). Les obligations de l'Office envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés comptabilisées à la valeur d'échange et déjà divulguées dans les états financiers, l'Office est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

12. FONDS D'ASSURANCE

La Convention complémentaire no 15 modifiant le chapitre 30 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002. Un Fonds d'assurance administré par l'Office a été créé, pour financer les congés de maladie et ceux relatifs aux désastres. Le Fonds est financé par des contributions égales du gouvernement du Québec et des prestataires du programme. Les actifs du Fonds d'assurance ne font pas partie des actifs de l'Office, lequel a la responsabilité de rendre compte des activités du Fonds.

Financial Statements/English Version

Les résultats, l'excédent cumulé et la situation financière du Fonds d'assurance pour l'exercice se terminant le 30 juin 2009 sont les suivants :

RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ

	2009	2008	
PRODUITS			
Contribution du gouvernement du Québec		\$ 20 183	\$
Contribution des prestataires	20 112	20 183	
Intérêts	<u>42 851</u>	<u>77 140</u>	
	<u>83 075</u>	<u>117 506</u>	
CHARGES			
Congés de maladie et désastres	298 712	280 022	
Frais de banque	115	90	
	<u>298 827</u>	<u>280 112</u>	
INSUFFISANCE			
DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(215 752)	(162 606)	
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	<u>418 481</u>	<u>581 087</u>	
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	<u>202 729</u>	\$ <u>418 481</u>	\$

BILAN

ACTIF À COURT TERME	2009	2008	
Encaisse Placements temporaires Compte à recevoir de l'Office Compte à recevoir du gouvernement du Québec	210 2 097 778 6 944 6 944 2 111 876	\$ 9 098 2 036 941 2 510 2 510 2 051 059	\$
PASSIF Congés de maladie à payer	1 909 147	\$ 1 632 578	\$
EXCÉDENT CUMULÉ	202 729	418 481	
	<u>2 111 876</u>	\$ <u>2 051 059</u>	\$

MANAGEMENT'S REPORT

The financial statements of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board have been drawn up by management, which is responsible for their preparation and disclosure, including significant judgments and estimates. This responsibility involves choosing appropriate accounting policies that comply with Canadian generally accepted accounting principles. All other financial information contained in the annual activity report is consistent with that presented in the financial statements.

To fulfill its responsibilities, management maintains a system of internal accounting controls designed to provide reasonable assurance that assets are safeguarded and that transactions are duly approved and properly recorded, when appropriate and in a manner suitable for preparing reliable financial statements.

The Board recognizes that it is responsible for conducting its affairs in accordance with the statutes and regulations governing it.

The members of the Board oversee the manner in which management performs its financial reporting duties and have approved the financial statements.

The Auditor General of Québec has audited the Board's financial statements in accordance with the Canadian generally accepted auditing standards. His report states the nature and scope of his audit and his opinion. The Auditor General may, without restriction, meet with the members of the Board to discuss any matter related to the audit.

Serge Larivière, Director-general

Regent Brind'Amour, Director of Administrative Services

FOR

THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

Québec, October 30, 2009

AUDITOR'S REPORT

To the National Assembly

I have audited the balance sheet of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 2009 and the statement of operations and accumulated surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Board's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Board as at June 30, 2009 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles. As required by the *Auditor General Act* (R.S.Q., chapter V-5.01), I report that, in my opinion, and given the change in the accounting policies resulting from the adoption of accounting standards for the public sector as explained in note 3, these principles have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Renaud Lachance, CA Auditor
Auditor General of Québec

Québec, October 30, 2009

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD OPERATIONS AND ACCUMULATED SURPLUS FOR THE FISCAL YEAR ENDED ON JUNE 30, 2009

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
REVENUES		
Contributions of the Government of Québec	21 142 491	\$ 20 964 393 \$
Interest	11 427	<u>35 582</u>
	24 452 040	20,000,075
EXPENSES	<u>21 153 918</u>	<u>20 999 975</u>
Income security benefits	19 168 491	18 873 893
Administrative expenses		
Salary and fringe benefits	1 164 298	1 077 769
Travel	234 268	150 400
Rent	98 056	97 395
Professional fees	35 408	43 909
Data processing and maintenance	265 756	154 024
Supplies	99 197	73 000
Telephone and communications	28 626	23 690
Bank and interest fees	2 050	13 983
Amortization of tangible capital assets	115 834	189 613
	2 043 493	1 823 783
	2 043 433	1023703
	21 211 984	20 697 676
(INSUFFICIENCY) / SURPLUS	(50.000)	202 200
OF REVENUES OVER EXPENSES	(58 066)	302 299
ACCUMULATED SURPLUS, BEGINNING OF THE YEAR	739 697	437 398
·		· <u></u> -
ACCUMULATED SURPLUS, END OF THE YEAR	<u>681 631</u>	\$ <u>739 697</u> \$

The notes are an integral part of these financial statements.

Rapport annuel . Annual Report . dul> *** ハベト」アロートロート

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD BALANCE SHEET AS AT JUNE 30, 2009

	7.5 7.1 50.112 50, 2005	2000		2000	
ACCETC		<u>2009</u>		<u>2008</u>	
ASSETS					
Short-term assets					
Cash on hand (note 4)		293 870	\$	176 771	Ś
Term deposits (note 5)		525 000	ب	600 000	٦
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		3 319 652		3 112 298	
Accounts receivable (note 6)					
Prepaid expenses		<u>19 504</u>		<u>13 972</u>	
		4 158 026		3 903 041	
		4 158 026		3 903 041	
Tangible capital assets (note 7)		35 210		139 396	
Tangible capital assets (note 7)		33 210		139 390	
		4 193 236	\$	4 042 437	\$
		<u> 4 133 230</u>	Ţ	4 042 437	Ţ
LIABILITIES					
Short-term liabilities					
Loan		-	Ś	96 639	Ś
Accounts payable and accrued liabilities	(note 8)	3 504 661	•	3 203 591	·
Amount owing to the Insurance Fund (no		6 944		2 510	
Amount owing to the insurance rand (ne	// 12 ₁				
		3 511 605		3 302 740	
		3 3 1 1 0 0 3		3 302 7 13	
ACCUMULATED SURPLUS		681 631		739 697	
		4 193 236	\$	4 042 437	\$
					•

Commitments (note 9)

Insurance Fund (note 12)

The notes are an integral part of these financial statements

FOR

THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

egrad Wanachee

Gérald Lemoyne

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS JUNE 30, 2009

1. CONSTITUTION, OPERATION AND FUNDING

The purpose of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, created pursuant to *An Act respecting the Cree Hunters and Trappers Income Security Board* (R.SQ., chapter O-2.1), is to administer this Act for the purposes of providing Cree trappers and hunters with a guaranteed income; this program includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out harvesting activities as a way of life.

Benefits are paid to eligible beneficiary units according, among other things, to the time spent hunting, fishing and trapping and carrying out related activities.

Under federal and provincial tax laws, the Board is not subject to income tax.

2. ACCOUNTING POLICIES

The preparation of the Board's financial statements by management, in keeping with the Canadian generally accepted accounting principles, requires that management use estimates and assumptions that affect reporting of assets and liabilities, presentation of contingent assets and liabilities on the date of the financial statements, and reporting revenues and expenses over the period covered by the financial statements. The real results may differ from the best estimates made by management.

For the purposes of preparing its financial statements, the Board uses on a priority basis the *CICA Public Sector Accounting Handbook*. The use of any other source of generally accepted accounting principles must be consistent with the Handbook.

Cash flows

The cash flow statement has not been presented, since it contains no additional information that would be useful for understanding cash flows during the year.

Revenues

The unrestricted contributions of the Government of Québec are recorded as revenues when they are received or receivable, if the amount receivable may be reasonably estimated and its receipt is reasonably assured.

The restricted contributions are recorded as revenues of the fiscal year in which the related expenditures are incurred.

The other revenues are recorded as they are earned and as their collection is reasonably assured.

Income security benefits

Benefits are posted when authorized and when the beneficiary meets the eligibility criteria, if any. The amounts pertaining to the collection of overpayments are recorded when they are collected given the uncertainty of their collection.

Term deposits

Term deposits are recorded at their lowest value (cost or net realizable value).

Tangible capital assets

Tangible capital assets are recorded at cost and amortized over their service life using the straight-line method and the following durations:

Leasehold improvements Furniture and equipment	Duration 7 years 5 years
Computer hardware	3 years
Software	5 years

Write-downs of tangible capital assets

When the general economic environment indicates that a tangible capital asset no longer contributes to the Board's ability to provide services or that the value of the future economic benefits associated with the tangible capital asset is below its net book value, its cost is reduced to reflect its decline in value. The net losses in value on tangible capital assets are charged to the statement of operation. No recovery is recorded.

Pension plans

The accounting procedure used for defined-contribution plans is applied to interenterprise government defined-benefit plans, given that the Board lacks sufficient information to apply the accounting procedure for defined-benefit plans.

3. CHANGES TO ACCOUNTING POLICIES

Change to the authoritative accounting pronouncements

Since July 1, 2008, the Board has drawn up its financial statements according to the *Public Sector Accounting Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants (CICA)*. Previously it used the *CICA Private Sector Accounting Handbook*. The effects of the first application of these new standards are recognized retroactively with the restatement of the comparative financial statements. This change has no impact on the operations and the accumulated surplus of the Board. The accounting policies affected by this change to the authoritative accounting pronouncements are described below.

Write-downs of tangible capital assets

The decline in value of the tangible capital assets is based on their ability to provide goods or services or on the value of the future economic benefits rather than on the evaluation of the non-discounted cash flows that the tangible capital asset will bring.

Financial instruments

The information pertaining to financial instruments is no longer required since the standards concerning them are no longer applicable according to public sector accounting standards. This change has no impact on the measurement of assets and liabilities.

Tangible capital assets

The software is now presented under "tangible capital assets" rather than under "intangible assets".

4. CASH ON HAND

The cash on hand includes a sum of \$30 000 held in a trust account and allocated by resolution of the members of the Board to benefit payments including, among other things, advance payments and emergency payments where the usual cheque-issuing procedure would result in excessive delays for the beneficiary.

5. TERM DEPOSITS

The Board has a term deposit bearing interest at a rate of 0.40 % (2008: 2.75 %), maturing on July 20, 2009.

6. ACCOUNTS RECEIVABLE

	<u>2009</u>	<u>2008</u>	
Subsidy receivable from the Ministère de	3 264 598	\$ 3 068 582	\$
l'Emploi et de la Solidarité sociale			
Other	<u>55 054</u>	43 716	
	<u>3 319 652</u>	\$ 3 112 298	\$

7. TANGIBLE CAPITAL ASSETS

	<u>2009</u>				2008		
	Accumulated						
	Cost		amortization	<u>Net</u>		<u>Net</u>	
Leasehold improvements	18 416	\$	16 442	\$ 1 974	\$	4 604	\$
Furniture and equipment	7 949		1 740	6 209		1 733	
Computer hardware	25 818		16 209	9 609		10 247	
Software	904 650		<u>887 232</u>	<u>17 418</u>		122 812	
	<u>956 833</u>	\$	921 623	\$ <u>35 210</u>	\$	139 396	\$

The acquisitions of the fiscal year total an amount of \$ 11 648 (2008: \$5 636).

8. ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUED LIABILITIES

	<u>2009</u>	<u>2008</u>	
Income security benefits	3 379 391	\$ 3 122 448	\$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	936	1 872	
Centre de services partagés du Québec	47 004	19 813	
Suppliers	27 705		
Salaries and fringe benefits	49 625	59 458	
	<u>3 504 661</u>	\$ <u>3 203 591</u>	\$

The Board is committed, under a professional services contract, to paying the Centre de services partagés du Québec, for their maintenance of its computer system until March 2013.

The Board is also committed under a long-term lease for administrative offices expiring in March 2020. This commitment totals \$544 117.

Minimum future payments on all of the commitments are as follows:

2010	241 192 \$
2011	241 699
2012	240 176
2013	192 228
2014	49 659
2015 and following	300 675
	<u>1 265 629 \$</u>

10. PENSION PLANS

Board employees participate in the Government and Public Employees Retirement Plan (RREGOP) or the Pension Plan of Management Personnel (PPMP). These are interenterprise defined-benefit plans and include guaranteed payments upon retirement and death.

The Board's contributions charged to the statement of operations amount to \$49 267 (2008: \$41 979). The Board's liability towards these Government plans is restricted to its contributions as an employer.

11. RELATED PARTY TRANSACTIONS

In addition to the related party transactions disclosed in its financial statements and recorded at exchange value, the Board is a related party to all government departments, special funds, agencies and enterprises controlled directly or indirectly by the Government of Québec or subject to either joint control or significant influence by it. The Board did not carry out any business transactions with these related parties other than during the normal course of operations and under normal business conditions. These transactions are not shown separately in the financial statements.

12. INSURANCE FUND

Complementary Agreement No. 15 amending Section 30 of the James Bay and Northern Québec Agreement came into effect on July 1, 2002. An insurance fund administered by the Board was created to finance sick leave and leave related to disasters. The Fund is financed by equal contributions from the Government of Québec and program beneficiaries. The Insurance Fund's assets are separate from the assets of the Board, which is responsible for reporting on Fund activities.

The operations, accumulated surplus and financial position of the Insurance Fund for the fiscal year ending on June 30, 2009 are as follows:

OPERATIONS AND ACCUMULATED SURPLUS

	<u>2009</u>		<u>2008</u>	
REVENUES				
Contribution of the Government of Québec	20 112	\$	20 183	\$
Contribution of beneficiaries	20 112		20 183	
Interest	<u>42 851</u>		77 140	
	<u>83 075</u>		<u>117 506</u>	
EXPENSES				
Sick leave and disasters	298 712		280 022	
Bank fees	115		90	
	<u>298 827</u>		<u>280 112</u>	
INSUFFICIENCY				
OF REVENUES OVER EXPENSES	(215 752)		(162 606)	
ACCUMULATED SURPLUS, BEGINNING OF THE			=04.00=	
YEAR	<u>418 481</u>		<u>581 087</u>	
ACCUMANT ATER CURRILIC FAIR OF THE VEAR	202 720	,	440 404	,
ACCUMULATED SURPLUS, END OF THE YEAR	<u>202 729</u>	\$	<u>418 481</u>	\$

BALANCE SHEET

2000

	<u>2009</u>	<u>2008</u>	
SHORT-TERM ASSETS			
Cash on hand	210	\$ 9 098	\$
Temporary investments	2 097 778	2 036 941	
Account receivable from the Board	6 944	2 510	
Account receivable from the Government of Québec	6 944	2 510	
Quebec	<u>2 111 876</u>	<u>2 051 059</u>	
LIABILITIES			
Sick leaves payable	1 909 147	\$ 1 632 578	\$
ACCUMULATED SURPLUS	202 729	418 481	
	2 111 876	\$ 2 051 059	\$

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DE l'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

CHAPITRE I OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

l'Le présent code a pour objet de préserver et de renforcer le lien de confiance dans l'intégrité, l'impartialité et l'indépendance des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, ci-après désigné l'Office, et de favoriser la transparence au sein de l'Office.

CHAPITRE II PRINCIPES D'ÉTHIQUE ET RÈGLES GÉNÉRALES DE DÉONTOLOGIE

2-Le membre de l'Office est tenu, dans l'exercice de ses fonctions, de respecter les principes d'éthiques et les règles de déontologie prévus par la loi ainsi que ceux établis dans le présent code d'éthique et de déontologie.

Il doit, en cas de doute, agir selon l'esprit de ces principes et de ces règles. Il doit de plus organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent nuire à l'exercice de ses fonctions.

3'Le membre de l'Office est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher un membre de l'Office représentant ou lié à un groupe d'intérêts particulier de le consulter ni de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le conseil d'administration exige le respect de la confidentialité.

4-Le membre de l'Office doit, dans l'exercice de ses fonctions, prendre ses décisions indépendamment de toutes considérations politiques partisanes.

5-Le membre de l'Office doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations de ses fonctions. Il doit dénoncer à l'Office tout intérêt direct ou indirect qu'il a dans un organisme, une entreprise ou une association susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, ainsi que les droits qu'il peut faire valoir contre l'Office, en indiquant, le cas échéant, leur nature et leur valeur.

6-Le membre de l'Office qui a un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'Office doit dénoncer par écrit cet intérêt aux autres membres et, le cas échéant, s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'organisme, l'entreprise ou l'association dans lequel il a cet intérêt. Il doit en outre se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.

Toutefois cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il renonce ou en dispose avec toute la diligence possible; elle n'a pas lieu non plus dans le cas où un membre de l'Office ou quelqu'un de sa famille reçoit des prestations du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.

Le présent article n'a toutefois pas pour effet d'empêcher un membre de l'Office de se prononcer sur des mesures d'application générale relatives aux conditions de travail au sein de l'Office par lesquelles lui ou quelqu'un de sa famille à l'emploi de l'Office serait aussi visé.

CODE OF ETHICS AND PROFESSIONAL CONDUCT OF THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

CHAPTER I PURPOSE AND SCOPE

1. The purpose of the present code is to preserve and enhance the confidence of the public in the integrity, impartiality and independence of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, thereafter named the Board, and to promote openness within the Board.

CHAPTER II ETHICAL PRINCIPLES AND GENERAL RULES OF PROFESSIONAL CONDUCT

2 In the performance of his duties, the member of the Board is bound to comply with the ethical principles and the rules of professional conduct prescribed by law as well as the principles and rules set forth in the present code of ethics and professional conduct.

In case of doubt, he shall act in accordance with the spirit of those principles and rules. He shall, in addition, arrange his personal affairs in such a manner that they cannot interfere with the performance of his duties.

3'The member of the Board is bound to discretion in regard to anything that comes to his knowledge in the performance or during the performance of his duties and is at all times bound to maintain the confidentiality of information thus received.

That obligation does not have the effect of preventing a member of the Board from reporting to a specific interest group that he represents or to which he is linked, except where the information is confidential by law or where the board of directors requires that confidentiality be maintained.

4-In the performance of his duties, the member of the Board shall make decisions regardless of any partisan political considerations.

5'The member of the Board shall avoid placing himself in a situation of conflict between his personal interest and the duties of his office.

He shall reveal to the Board any direct or indirect interest that he has in an agency, corporation or association likely to place him in a situation of conflict or interest, as well as any rights that he may assert against the Board, and shall indicate, where applicable, their nature and value.

6. The member of the Board who has a direct or indirect interest in an agency, corporation or association entailing a conflict between his personal interest and that of the Board shall reveal the interest in writing to the other members of the Board and, where applicable, shall abstain from participating in any deliberation or any decision pertaining to the agency, corporation or association in which he has that interest. In addition, he shall withdraw from the sitting for the duration of the deliberations and the voting concerning that matter.

However, such forfeiture is not incurred if such interest devolves to him by succession or gift, provided that he renounces or disposes of it with all possible dispatch; nor is it incurred where the member of the Board or a member of his family receives Cree Hunters and Trappers Income Security Program benefits.

This section does not prevent a member of the Board from expressing opinions about conditions of employment applied at large within the agency or corporation and that could affect him or a member of his family who is in the employment of the Board.

7·Le membre de l'Office ne doit pas confondre les biens de l'Office avec les siens et ne peut sous réserve de l'article 6 les utiliser à son profit ou au profit de tiers.

8 Le membre de l'Office ne peut utiliser à son profit ou au profit de tiers l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher un membre de l'Office représentant ou lié à un groupe d'intérêts particulier de le consulter ni de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le conseil d'administration exige le respect de la confidentialité.

9-Le membre de l'Office ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et d'une valeur modeste.

Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur.

10-Le membre de l'Office ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers.

11-Le membre de l'Office doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi ou tout autre avantage.

12·Le membre de l'Office qui a cessé d'exercer ses fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures au service de l'Office.

13-Le membre de l'Office qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant l'Office.

14-Le président doit s'assurer du respect des principes d'éthique et des règles de déontologie par les membres de l'Office.

CHAPITRE III RÉMUNÉRATION

15·Les traitements, traitements additionnels, allocations et dépenses de chaque membre de l'Office sont fixés et payés par l'autorité qui l'a nommé.

CHAPITRE IV PROCESSUS DISCIPLINAIRE

 $16\text{-}\mathrm{Aux}$ fins du présent chapitre, l'autorité compétente pour agir est

- •le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif lorsqu'il s'agit d'un membre nommé ou désigné par le gouvernement qui est en cause:
- •l'Administration régionale crie ou son successeur lorsqu'il s'agit d'unmembre nommé ou désigné par l'Administration régionale crie qui est en cause.

17-Sur conclusion que le membre de l'Office a contrevenu à la loi ou au code d'éthique et de déontologie, l'autorité compétente doit en être informée.

7. The member of the Board shall not treat the property of the Board as if it were his own property and, under reserve of Section 6, may not use it for his own benefit or for the benefit of a third party.

8. The member of the Board may not use for his own benefit or for the benefit of a third party information obtained in the performance or during the performance of his duties.

That obligation does not have the effect of preventing a member of the Board from consulting or reporting to a specific interest group that he represents or to which he is linked, except where the information is confidential by law or where the board of directors requires that confidentiality be maintained.

9. The member of the Board may not accept any gift, hospitality or other advantage, except what is customary and is of modest value.

Any other gift, hospitality or advantage received shall be returned to the giver.

10-The member of the Board may not, directly or indirectly, grant, solicit or accept a favour or an undue advantage for himself or for a third party.

11-In the decision-making process, the member of the Board shall avoid allowing himself to be influenced by offers of employment or any undue advantage.

12. The member of the Board who is no longer in office shall conduct himself in such a manner as not to derive undue advantages from his previous service with the Board.

13-It is prohibited for the member of the Board who has left the Board to disclose confidential information or to give anyone advice based on information not available to the public concerning the Board

14. The chairman shall ensure that the members of the Board comply with the ethical principles and rules of professional conduct.

CHAPTER III REMUNERATION

15'The salary, additional salary, allowances and expenses of each member of the Board shall be fixed and paid by the authority that appointed him.

CHAPTER IV DISCIPLINARY PROCESS

 $\ensuremath{\text{16}}\text{-} \text{For the purposes of this Chapter}, the authority competent to act is$

- •the Associate Secretary General for Senior Positions of the Ministère du Conseil exécutif where the person concerned is a member of the Board appointed or designated by the Government;
- •the Cree Regional Authority or its successor where the person concerned is a member of the Board appointed or designated by the Cree Regional Authority.
- 17-Where it is concluded that the member of the Board has violated the law or the code of ethics and professional conduct, the competent authority shall be informed accordingly.

Rapport annuel . Annual Report . ปฺงปว>*** ก<่เปรษาได้ค

Plan d'action de développement durable 2009-2013 L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Le 31 mars 2009, l'Office a rendu public son «Plan d'action de développement durable 2009-2013» en conformité avec la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013, entrée en vigueur le 1er janvier 2008.

Ce premier plan d'action de l'Office vise la mise en place de procédures de prise en compte des principes de développement durable au cours des cinq prochaines années au sein de l'administration même de l'Office. Notre Plan d'action touche deux orientations stratégiques et autant d'objectifs gouvernementaux, comprend 3 actions et 8 gestes spécifiques.

Le Plan d'action a été publié le 31 mars 2009 alors que l'année-programme 2008-2009 tirait à sa fin. L'intervalle de temps très restreint entre l'adoption du plan d'action explique qu'il y a peu de gestes débutés.

Activités réalisées en cours d'année

Orientation stratégique gouvernementale 1 (incontournable)

Informer, Sensibiliser, Éduquer, Innover

Objectif gouvernemental 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.

Premier Objectif de l'Office

Sensibiliser le personnel du siège social et des bureaux locaux aux principes de développement durable

Action 1

Mettre en œuvre des activités contribuant à la réalisation du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation des personnels de l'administration publique, tant auprès des employés du siège social que de ceux des bureaux situés dans les communautés cries de la Baie-James.

Geste	Suivi
Publier des affiches dans les locaux du siège social et dans les bureaux des communautés cries	Non débuté
Participation à une formation sur le développement durable Transmettre de l'information aux employés	Non débuté
dans les communautés cries.	Non débuté

Indicateur: Taux d'employés rejoints par les activités de sensibilisation au développement durable

Cible: 80% des employés sensibilisés d'ici 2011

Résultats de l'année: Aucune activité n'a été réalisée, en 2008-2009, pour mettre en œuvre l'Action 1

Orientation stratégique gouvernementale 1 (incontournable)

Informer, Sensibiliser, Éduquer, Innover

Objectif gouvernemental 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.

Deuxième Objectif de l'Office

Sensibiliser la clientèle du programme aux principes de développement durable

Action 2

Promouvoir les principes du développement durable auprès de la clientèle, c'est-à-dire les chasseurs, trappeurs, et pêcheurs cris, prestataires du programme.

Geste	Suivi
4. Articles sur le développement durable inclus dans la revue publiée par l'Office : «The Cree Hunter and Trapper»	Non débutée

Indicateur: Nombre de communications adressées directement aux prestataires

Cible: Au minimum 1 article à paraître par année

Résultats de l'année: Aucune activité n'a été réalisée, en 2008-2009, pour mettre en œuvre l'Action 2.

Orientation stratégique gouvernementale 2 (incontournable)

Produire et consommer de façon responsable

Objectif gouvernemental 2

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et organismes gouvernementaux.

Troisième objectif de l'Office

Mettre en place des pratiques d'achat respectueuses de l'environnement

Action 3

Mettre en œuvre des pratiques et des activités contribuant aux dispositions de la Politique pour un gouvernement responsable.

Geste	Suivi
5. Mettre en place des mesures de récupération des matières résiduelles et de réduction de la consommation d'énergie au siège social et dans les bureaux locaux.	Amorcé
6. Acquérir des biens et des services d'une façon écoresponsable 7. Sensibiliser le personnel du siège social et des bureaux locaux à privilégier les communications électroniques et à en limiter l'impression	Amorcé Amorcé
 Inciter les employés des bureaux locaux à se servir de leurs ordinateurs d'une façon régulière afin de réduire le papier nécessaire aux communications. 	Amorcé

Indicateur: Pratiques d'acquisition écoresponsable.

Mesures contribuant à l'atteinte des objectifs nationaux de gestion environnementale

Cible: Nombre de pratiques d'acquisition écoresponsable.

Nombre de mesures de gestion environnementale.

Résultats: Aucune activité mesurable et quantifiable n'a été réalisée, en 2008-2009, pour mettre en œuvre l'Action 3.

Objectifs gouvernementaux non retenus

L'Office a fait l'exercice de réviser tous les objectifs gouvernementaux de développement durable afin d'en établir le lien avec sa mission. La liste des objectifs non retenus, ainsi que les motifs correspondants, est incluse à l'Annexe 1 du Plan d'action de développement durable 2009-2013.





Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piègeurs cris 2700, boulevard Laurier, Édifice Champlain, bureau 1100, Québec, Qc GIV 4K5

Téléphone 418 643-7300 + 1 800 363-1560 + Télécopieur 418 643-6803 courrier@osrcpc.ca + www.osrcpc.ca

Co document est également dispenible en version PDF This document is also available in PDF Version













